



LES CONSEILLERS DU COMMERCE
EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

La Lettre de

LA CHINE HORS LES MURS n° 40

SOMMAIRE

Editorial , par Paul Clerc-Renaud	1
Les investissements chinois à l'étranger , par Christophe Granier	4
Les flux financiers chinois , par Jean-François di Meglio	10
Tribune BRI vue de Hong Kong , par David Baverez	11
Point sectoriel. Le secteur agroalimentaire en Chine , par Bernard Quéré	12
Les groupes chinois mondialisés :	
Origine et création de SYNUTRA International , par le comité France Chine	15
Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise , par Paul Clerc-Renaud	17
Dernières nouvelles des relations franco-chinoises , par le comité France Chine	24

Editorial

Deux assemblées et deux circulations pour un centenaire : La stratégie du « en même temps » de Xi Jinping

Pour la deuxième année consécutive, COVID oblige, les deux assemblées (*Liang hui*) se tiennent à Pékin dans une bulle sanitaire draconienne mais comme chaque mois de mars, l'Assemblée Consultative du Peuple Chinois, puis le Congrès National du Peuple se sont réunis pour débattre (un peu), étudier (surtout) et approuver, bien sûr, la stratégie économique et politique décidée par les instances du parti (en l'occurrence Xi Jinping et ses proches).

Le double événement prend cette année une importance historique car il marque d'une part la mise en œuvre du 14^e plan quinquennal dont les orientations ont été fixées par le 5^e plenum du Comité Central du PCC d'Octobre 2020 et la préparation de la célébration du centenaire de la fondation du dit Parti en Juillet 2021.

Ces deux assemblées sont placées sous l'étendard du *shuang xunhuan* (circulation duale), slogan de l'année constituant la version de Xi Jinping du *en même temps*. L'idée est de développer simultanément la circulation interne (économie domestique) et la circulation externe ou internationale : *guoji da xunhuan*. C'est bien entendu cette dernière qui intéresse au premier chef la Chine Hors les Murs.

La notion n'est pas nouvelle et évoque à la fois en bonne dialectique le slogan maoïste « marcher sur ses deux jambes » visant à développer simultanément l'agriculture et l'industrie, mais aussi la notion taoïste de la complémentarité des opposés (*yinyang, shangxia, zuoyou, dongxi, neiwai...*) et de leurs alternances cycliques. Il n'a pas été oublié de souligner que l'Ouest était en déclin alors que l'Est continuait son ascension dans l'ordre économique et politique...

COVID et TRUMP obligent, la circulation interne a été privilégiée en 2020 et il est probable qu'elle sera encore prééminente en 2021. Les frontières risquent de rester fermées jusqu'en 2022, les sanctions et la politique de « confinement » des Etats Unis et de ses proches alliés vis-à-vis de la Chine ne vont pas s'assouplir du jour au lendemain. L'année 2021 va donc être consacrée avant tout à mettre la maison (*guojia*) en ordre de bataille en privilégiant la consommation intérieure et en mobilisant les moyens et l'ensemble des forces domestiques en vue de mettre fin à la dépendance de la Chine en composants critiques et de lui assurer l'autosuffisance, puis une position de leader dans les technologies d'avenir. Ceci devrait permettre d'aborder en position de force 2022 qui verra avec la tenue du 20^e congrès du PCC la succession probable de Xi Jinping à lui-même.

A plus long terme, on se fait discret sur le plan Made in China 2025 qui a déclenché l'alerte chez les leaders technologiques mondiaux. On parle maintenant du plan China Standards 2035 qui doit faire de la Chine la référence internationale dans cet aspect éminemment stratégique des normes régissant les nouveaux secteurs technologiques. Sur le plan de l'environnement, les objectifs sont clairs : pic de carbone en 2030 et neutralité carbone en 2060, ce qui pourrait nécessiter d'ici là 16.000md USD d'investissements dans des technologies propres. D'ici 2025, le budget consacré à la recherche fondamentale augmentera de 10.6% par an et les dépenses en R&D de 7% par an. Les innovations technologiques recevront 62md USD de la CDB dans 8 secteurs prioritaires.

Le secteur du e-commerce doit également jouer un rôle en même temps interne et externe, en particulier pour doper l'économie des régions rurales qui ont vu revenir 30 millions de migrants, disposant souvent de bonnes qualifications digitales, des villes vers leurs villages d'origine du fait de la COVID. Ainsi, selon le consultant Juhou Zonghang, le volume des transactions d'e-commerce en Chine devrait atteindre la somme de 50.000md CNY en 2024.

Concomitamment sur le plan de la circulation externe, l'e-commerce transfrontière sera rendu plus fluide par la conclusion des accords de libre-échange, l'abaissement des droits de douane et le développement de la logistique moderne le long des routes de la soie. Il contribuera à développer synergiquement le commerce extérieur import et export en diversifiant les sources d'approvisionnement grâce à la stratégie multilatérale de libéralisation des échanges.

La Chine entend être une force de proposition au sein des accords RCEP (ratifié pendant le congrès), BRICS, APEC, SCO, FOCAC, CASC, CDA ainsi que sur le sujet de la réforme de l'OMC. Elle négocie par ailleurs sa possible entrée dans l'accord CPTPP et de nombreux accords bilatéraux dont le dernier signé avec Maurice va lui permettre d'entrer par la porte de derrière en Afrique grâce à l'accord panafricain **African Continental Free Trade Agreement (AfCFTA)** entré en vigueur le 1^{er} Janvier 2021 qu'elle a activement aidé à conclure. Le 9 février, Xi Jinping a lui-même présidé un sommet des 17+1 soulignant l'intérêt porté à ce partenariat avec les pays de l'Europe Centrale et Orientale. Il a été rappelé par Wang Yi que le marché chinois et en particulier les 400 millions de consommateurs de sa classe moyenne représentaient en 2020 plus de 6.000md USD et que dans les dix prochaines années les importations totales de la Chine étaient estimées à 22.000md USD.

Il est aussi prévu de poursuivre l'ouverture du secteur financier chinois afin de favoriser les investissements étrangers et de stimuler la concurrence et l'innovation.

Le secteur agricole n'a pas été oublié. Là encore le cycle interne (recherche de l'autosuffisance, de la sécurité et de la traçabilité alimentaire par la modernisation du secteur et l'utilisation des drones, de la blockchain, du système de géolocalisation satellitaire *BeiDou* et des biotech en particulier grâce à la méga acquisition du leader mondial Syngenta) peut paraître antinomique avec la diversification et la sécurisation des sources d'approvisionnement externes mais elles doivent se compléter et se stimuler.

Il nous a paru opportun de demander à notre collègue Bernard Quéré, spécialiste du secteur agroalimentaire, de faire un point dans l'article ci-dessous sur les progrès et les objectifs de la Chine en la matière. A part le secteur vitivinicole, les expériences d'acquisitions chinoises en France dans la tomate (Cabanon) la lavande en Provence, dans le lait (Sodiaal/Synutra en Bretagne) et dans les blés bio (Reward dans le Berry) n'ont pas été des succès mais la Chine devant nourrir 20% de la population mondiale avec 10% des terres arables ne peut qu'accélérer sa recherche de sources extérieures sécurisées et diversifiées dans l'avenir.

BRI : toujours en route mais on serre un peu la ceinture !

Les articles ci-dessous de Christophe Granier et de Jean-François di Meglio font le point sur les investissements étrangers de la Chine (respectivement non financiers et financiers) sur la base des statistiques maintenant disponibles pour l'année 2020. Ils font apparaître une baisse sensible des nouveaux engagements par rapport aux sommets de 2017 à 2019.

Certains y voient les effets de la pandémie et de la contraction de l'économie mondiale ; d'autres y voient la fin des ambitions expansionnistes de Xi Jinping et des routes de la soie.

S'il est vrai que les chiffres indépendants montrent que l'initiative marque le pas, les sources chinoises affirment sans précisions d'investissements et d'engagements plus importants en 2020, que les objectifs géostratégiques restent très présents et en bonne voie d'être atteints pour certains.

Ainsi, la mise en place de la *route digitale* à l'aide du réseau satellitaire BeiDou, des câbles sous-marins, des réseaux 5G, des data centers et villes intelligentes et même des premiers succès de communication quantique est source de satisfaction.

L'accent est également mis sur la *route de la vie* (ou de la santé) du fait du COVID qui a ouvert un boulevard aux exportations de matériels médicaux et à une diplomatie biotechnologique et vaccinale auprès des partenaires de la BRI et des autres prospects à séduire. L'AiIB a accompagné ce mouvement avec une allocation de 13md USD pour un fond d'aide aux partenaires de la BRI afin de lutter contre la pandémie.

Il est également souligné que les chantiers en cours ont pu reprendre leur activité grâce au retour rapide des techniciens chinois et que certains telle la voie ferrée Chine-Laos devrait être inaugurés en 2021, cette dernière offrant une alternative au Vietnam et au Myanmar pour la liaison ferrée stratégique Kunming-Singapour souhaitée par la Chine. Les projets du corridor Pakistanais, sur lesquels la Chine a renforcé son contrôle exécutif, progressent malgré les difficultés liées à l'insécurité sanitaire et autre.

La tendance pour 2021 semble se dessiner lors des tournées récentes de Wang Yi en Afrique et en ASEAN :

Priorité semble donnée aux travaux de logistique : contrats ferroviaires signés au Nigeria, en Tanzanie et au Myanmar en liaison avec des projets portuaires. China Merchants, CITIC et COSCO ont eux-mêmes signé de nouveaux projets portuaires respectivement à Djibouti, Kyaukpyu (Myanmar) et en Mer Rouge (en association avec le PIF Saoudien). L'objectif à terme est toujours de développer des zones industrielles grâce aux infrastructures logistiques optimales.

Il semble également que les quatre grandes banques commerciales et les SOE prennent le relai pour les financements de projets, laissant aux politiques et à l'Eximbank, la CBD et CIDCA le soin de résoudre le dossier délicat de la dette et de sa restructuration dans le cadre de la *G20 Debt relief initiative* (dont la Chine représente 25%) ou de façon bilatérale.

Le retour des Etats Unis sur ce terrain aidant l'Equateur à rembourser sa dette chinoise en contrepartie du « blacklistage » de Huawei a poussé la Chine à accélérer le processus en effaçant 7.8mds USD de dettes principalement avec l'Angola, la Zambie, la Tanzanie, le Kenya, la RDC et les Maldives.

La volonté de verdir la BRI est de nouveau affirmée, cette fois-ci de façon plus crédible. La Chine a ainsi rejeté une demande du Bangladesh pour une centrale au charbon en indiquant que la priorité était désormais aux énergies renouvelables dont la part dans les investissements énergétiques étrangers de la Chine est passée de 38% en 2019 à 57% en 2020 en conformité avec le *Green Development Guidance for BRI Projects* publié en décembre 2020 par la *BRI Green Development Coalition*. Enfin, le rôle de Hong Kong comme pôle financier et logistique de la BRI et de la GBA a été souligné. David Baverez nous l'explique dans sa tribune.

La double circulation sera donc le moteur permettant à la Chine de respecter l'objectif qu'elle s'est fixée d'être une économie moderne en 2035 ; il ne restera plus qu'à parfaire l'unification avec l'intégration de Taiwan avant le centenaire de la RPC en 2049...Mais ceci est une autre histoire.

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong

[1] AiIB (Asian Infrastructure Investment Bank)

[2] APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation)

[3] BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud)

[4] CASCF (China Arab States Cooperation Forum)

[5] CDA (China Desalination Association)

[6] CDB (China Development Bank)

[7] CIDCA (China International Development Cooperation Agency)

[8] FOCAC (Forum sur la Coopération Sino-Africaine)

[9] SCO (Organisation de Coopération de Shanghai)

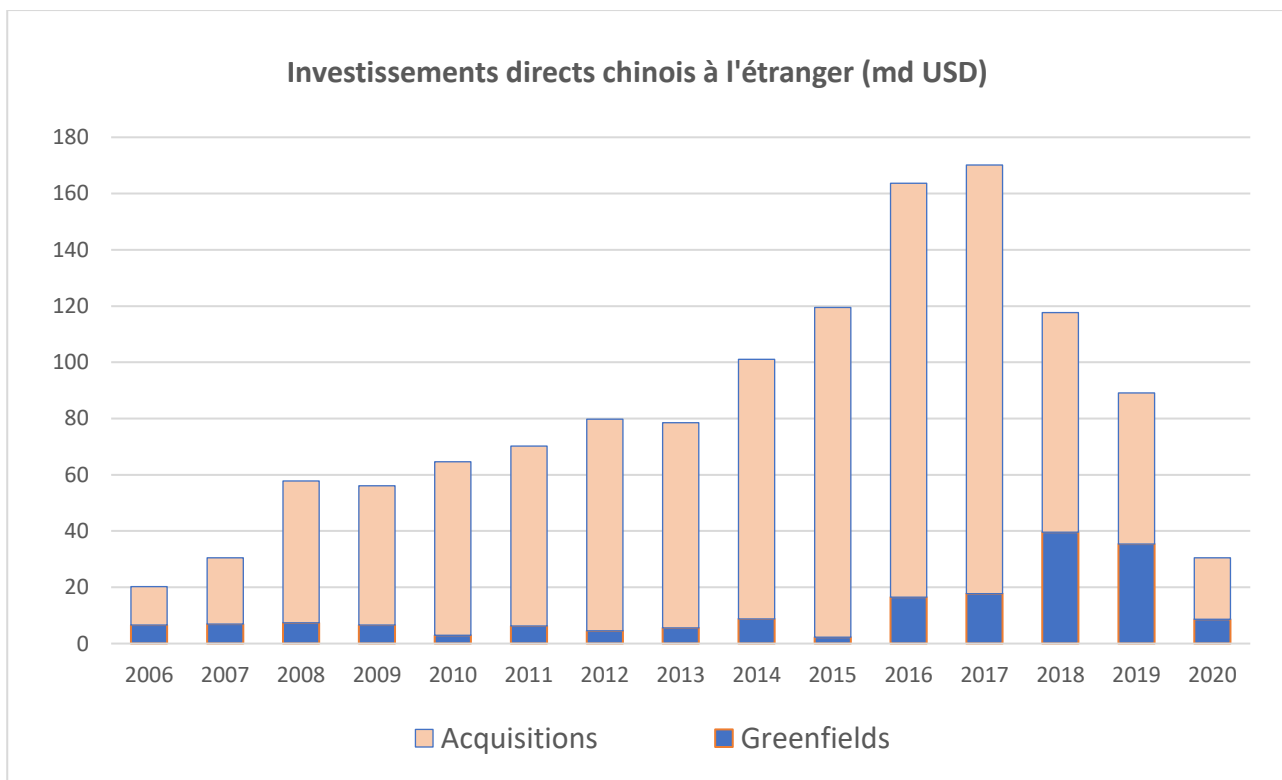
Les investissements chinois à l'étranger

Les investissements directs et les contrats chinois à l'étranger en 2020

« La Chine hors les murs » a choisi de suivre l'évolution des IDE chinois à partir de la recension régulière réalisée par l'American Enterprise Institute (fondation Heritage), aux commentaires orientés mais qui – contrairement au Ministère du Commerce chinois – n'a pas changé de périmètre de sélection, comptabilise les opérations de montant unitaire supérieur à 100m USD (1725 opérations recensées en 15 ans), mentionne objectivement les secteurs d'activité et pays concernés sans ajout d'investissements estimés tels que la réintégration de bénéfices annuels.

Les investissements directs non-financiers en chute libre

Au cours de 2020, les investissements directs non-financiers chinois à l'étranger ont accentué leur décline. Leur total de 30,5md USD pour 47 opérations retenues est en baisse de 65% par rapport à 2019. Notons que le Ministère du Commerce chinois affiche un chiffre beaucoup plus important et stable par rapport à 2019 (110md USD) dans lequel les investissements à Hong Kong représentent en moyenne 2/3 du total.



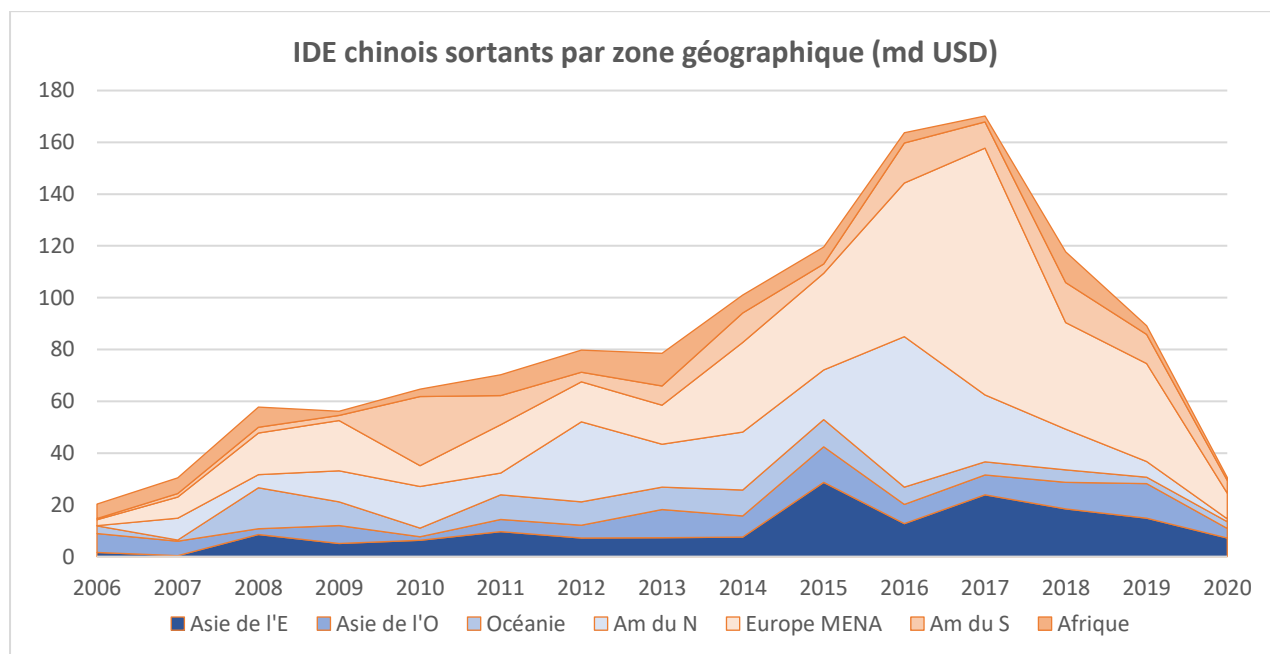
Les IDE sortants totaux retrouvent leur niveau de 2007, leur tendance haussière s'étant inversée après 2017. Les mesures de protection prises par de nombreux pays occidentaux, la crise sanitaire mondiale et une certaine évolution du comportement des investisseurs chinois parvenus à maturité sont trois des facteurs qui ont concouru à cette tendance. Sur la période considérée, les opérations entamées puis annulées pour différentes causes ont représenté en moyenne 25md USD par an mais seulement 11md en 2019 et 2020.

Les créations d'entreprises nouvelles (greenfields) sont restées proportionnellement importantes (30% du total des investissements contre 40% en 2019), à l'inverse des années de conquête 2010-2015 pendant lesquelles les fusions et acquisitions représentaient l'immense majorité des IDE sortants chinois.

L'évolution de la répartition géographique des investissements directs chinois retrace les attirances plus ou moins conscientes des investisseurs mais aussi et surtout les opportunités et obstacles rencontrés. A partir de son pré carré est-asiatique et des deux cercles connexes ouest-asiatique (Russie, Asie centrale et sous-continent) et océanien (Australie), la Chine a essaimé vers des territoires plus exotiques pour elle.

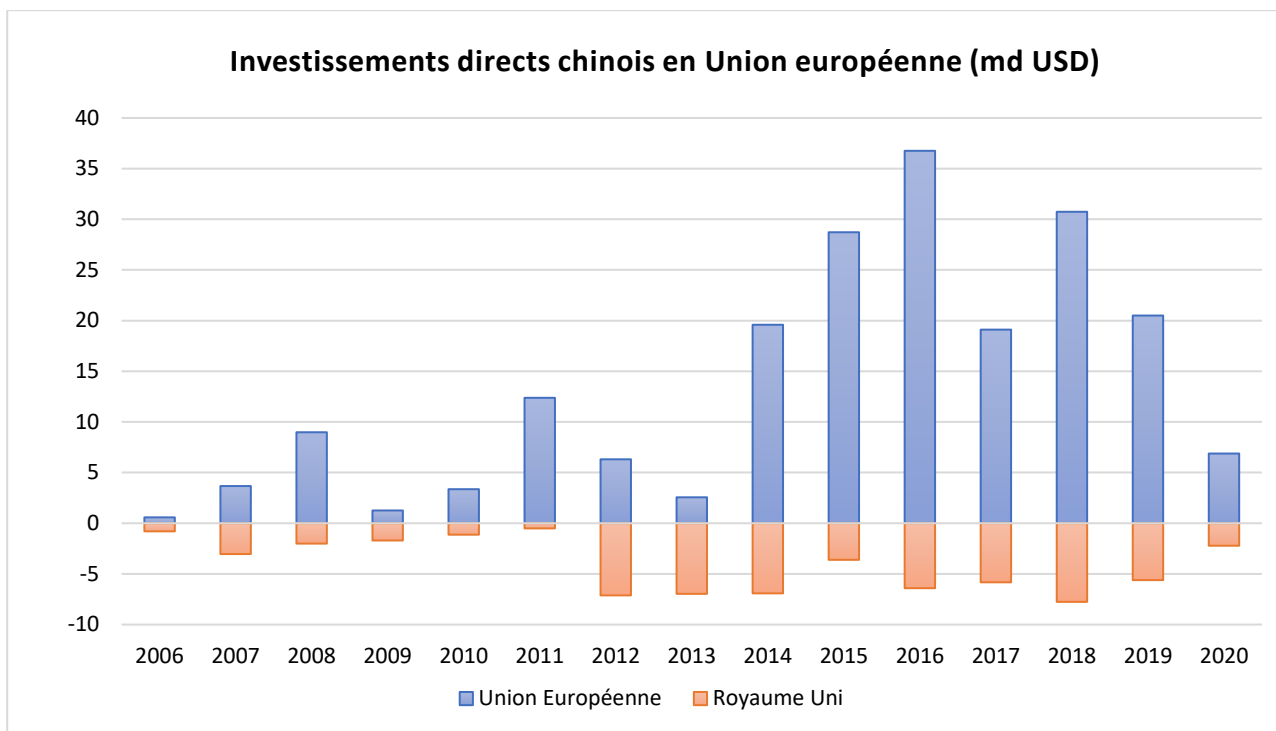
- L'Amérique du Nord et ses cibles nombreuses et tentantes ont focalisé les appétits jusqu'au sommet atteint en 2016, date à partir de laquelle des obstacles ont commencé à être dressés par les gouvernements des Etats-Unis et du Canada.
- L'Europe (le Moyen Orient et l'Afrique du Nord restant des zones moins prisées et moins opportunes) a pris le relais, connaissant des investissements chinois record en 2017... Et fermant consécutivement la plupart de ses frontières au cours des années suivantes.

Sauf attrait ponctuel dans les domaines de l'énergie et des matières premières, les rivages lointains de l'Amérique du sud et de l'Afrique subsaharienne représentent jusqu'à ce jour pour les investisseurs chinois des cibles d'appoint peu représentatives.



Les deux opérations les plus importantes de l'année sont l'acquisition en France de 10% d'Universal auprès de Vivendi par Tencent, suivie par celle de 96% du réseau électrique de l'Espagnol Naturgy au Chili par State Grid. Ces deux dossiers représentent à eux seuls 21% des acquisitions totales de l'année, ce qui reflète bien la faiblesse générale de l'activité des investissements chinois offshore.

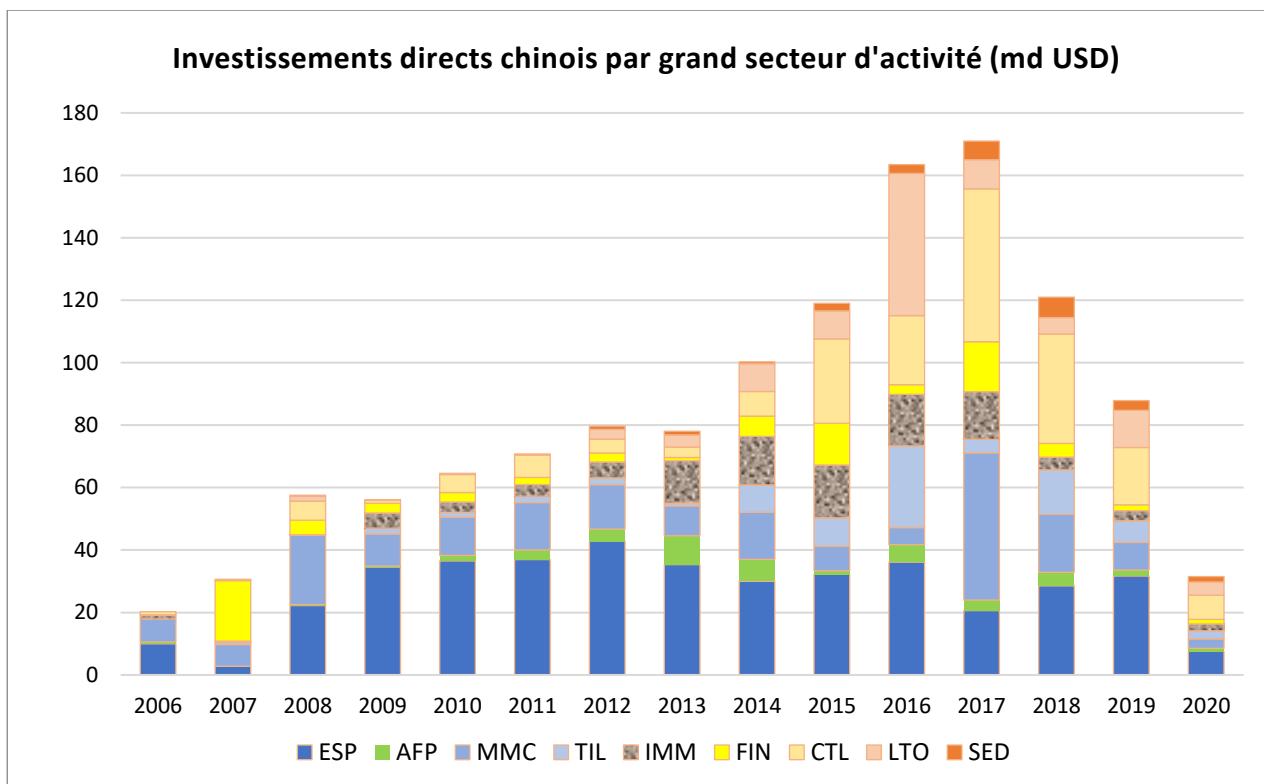
Il est douteux que l'équilibre harmonieux constaté en 2013 dans la répartition des investissements chinois dans les différentes régions du monde redevienne d'actualité à court terme : la raréfaction générale des IDE chinois peut participer à ce rééquilibrage mais la balle est passée dans le camp des pays récepteurs, dont l'arsenal réglementaire anti-invasif semble désormais efficace. Notons que l'effondrement constaté en 2020, qui a pour cause principale le marasme lié à la pandémie, a affecté toutes les zones, mais à un degré moindre l'Asie occidentale (Russie, anciennes républiques soviétiques et sous-continent) et l'Europe.



A l'intérieur de la grande zone Europe-Moyen Orient-Afrique du nord – qui a connu la plus grosse acquisition jamais réalisée par un groupe chinois en 2017 avec la prise de contrôle du Suisse Syngenta par ChemChina – l'Union européenne a attiré 1/4 des IDE chinois sortants en 2016, et jusqu'à 30% en 2018.

Brexit oblige, il faudra désormais considérer la Grande Bretagne comme une destination séparée, mais le graphique ci-dessus montre que si la part britannique a toujours été importante dans le total de l'Union, la longue période de préparation du divorce n'a pas entraîné d'augmentation opportuniste des investissements directs chinois dans le Royaume.

Amorcé en 2019, le repli des investissements chinois découle directement de politiques plus restrictives de la part des grands pays de l'Union, à commencer par l'Allemagne. Pour peu qu'il soit ratifié, le traité bilatéral sur les investissements vient à point pour relancer un flux d'investissements bien tari par les barrières à caractère politique et la crise sanitaire ambiante.



Note : l'opération erratique ChemChina Syngenta (43md USD) a été reclassée dans le secteur Chimie en 2017

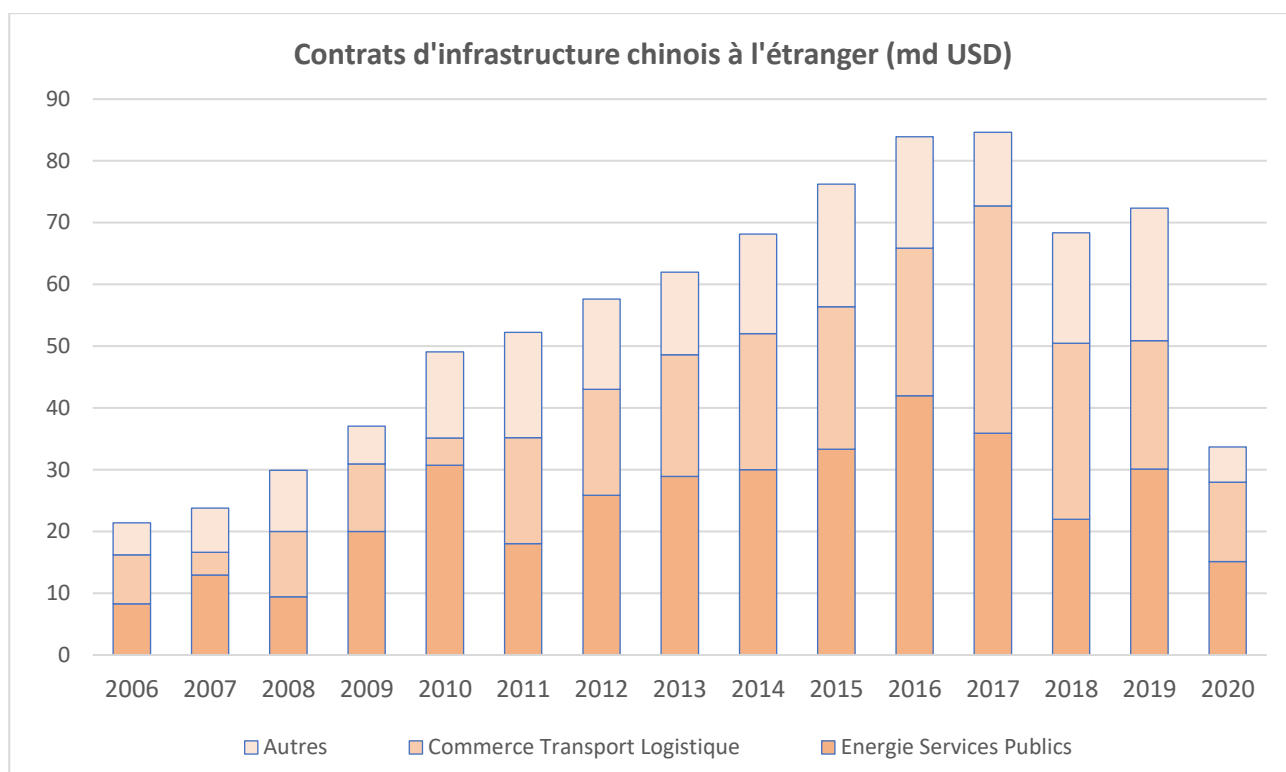
La ventilation des IDE sortants chinois par secteur d'activité a connu des évolutions notables au cours des 15 années écoulées. Energie et Services publics (ESP) qui en constituaient la base solide durant l'essentiel de la période ont amorcé une décline, en partie compensée par la part croissante de Commerce, Transport et Logistique (CTL). Agriculture, Forêt et Pêche (AFP) n'ont jamais représenté qu'un appoint. Les Mines, la Métallurgie et la Chimie (MMC), tropisme chinois, ont varié au gré des opportunités parfois importantes et d'oppositions fortes, au même titre que la Technologie et les Industries Légères (TIL), principal secteur de conflit avec les autorités politiques de pays cibles. Le secteur spéculatif de l'immobilier (IMM), en croissance de 2012 à 2017, a connu un arrêt brusque du fait des autorités chinoises elles-mêmes. Dans le secteur des services, la finance (FIN), segment parfois sensible, a connu des opérations ponctuelles importantes, au même titre que les Loisirs et le Tourisme (LTO). Enfin, le secteur d'avenir de la santé et de l'éducation (SED) a lentement fait une timide apparition. De manière générale, la migration des secteurs primaire et secondaire vers les services est clairement perceptible, ainsi qu'une répartition équilibrée des opérations sur l'ensemble du spectre des activités en 2020, peut-être plus accidentel que pérenne.

Quel avenir pour les IDE chinois ? Un rebond technique devrait intervenir à l'issue de la crise sanitaire, mais leur destination géographique et sectorielle pourrait suivre d'autres facteurs, de rentabilité mais aussi de souci environnemental bien compris. De manière plus générale, les IDE classiques étant parvenus à maturité, l'importance des investissements indirects (ceux de filiales constituées à l'étranger comme Louvre Hôtels qui investit désormais à partir de la France) et des investissements purement financiers (de portefeuille) devrait logiquement croître plus vite ou même au détriment des investissements « industriels ». La satellisation totale de Hong Kong complexifiera également l'examen de nouvelles statistiques à venir.

Des nouveaux facteurs inconnus gêneront en tout état de cause la prévision. Le découplage méfiant tend à devenir un virus mondialisé, comme l'illustre le récent veto officiel des autorités françaises contre l'acquisition d'une société d'optique, une première historique. Si elle ne concerne pas un raider chinois, cette décision est révélatrice d'une nouvelle atmosphère dans les relations d'affaires internationales. L'exacerbation de telles tensions va concerner au premier chef – sous prétexte facile de prédation à relent politique – les acquéreurs chinois de pépites stratégiques.

Les contrats d'infrastructure, spécialité chinoise passée et en devenir

Parallèlement aux chiffres ci-dessus, l'American Enterprise Institute a sélectionné au cours des 15 années écoulées 1764 contrats d'infrastructure de montant unitaire supérieur à 100m USD alloués hors de Chine à des contracteurs chinois. Différentes par nature des investissements directs, ces opérations pouvant mettre en jeu des capitaux autres que chinois n'en demeurent pas moins des vecteurs d'influence importants, un chantier pluriannuel ayant plus d'impact qu'un aller-retour spéculatif.



Les contrats d'infrastructure se sont développés à un rythme moins soutenu mais plus régulier que les investissements directs non-financiers. Acteurs et cibles différents, expliquant cette évolution moins heurtée. Si la chute importante constatée en 2020 est presque intégralement imputable à la crise sanitaire, le rebond de 2019 traduisait la résilience des contracteurs chinois, bénéficiant dans le monde de positions fortes quand elles ne sont pas monopolistiques dans leurs secteurs d'intervention.

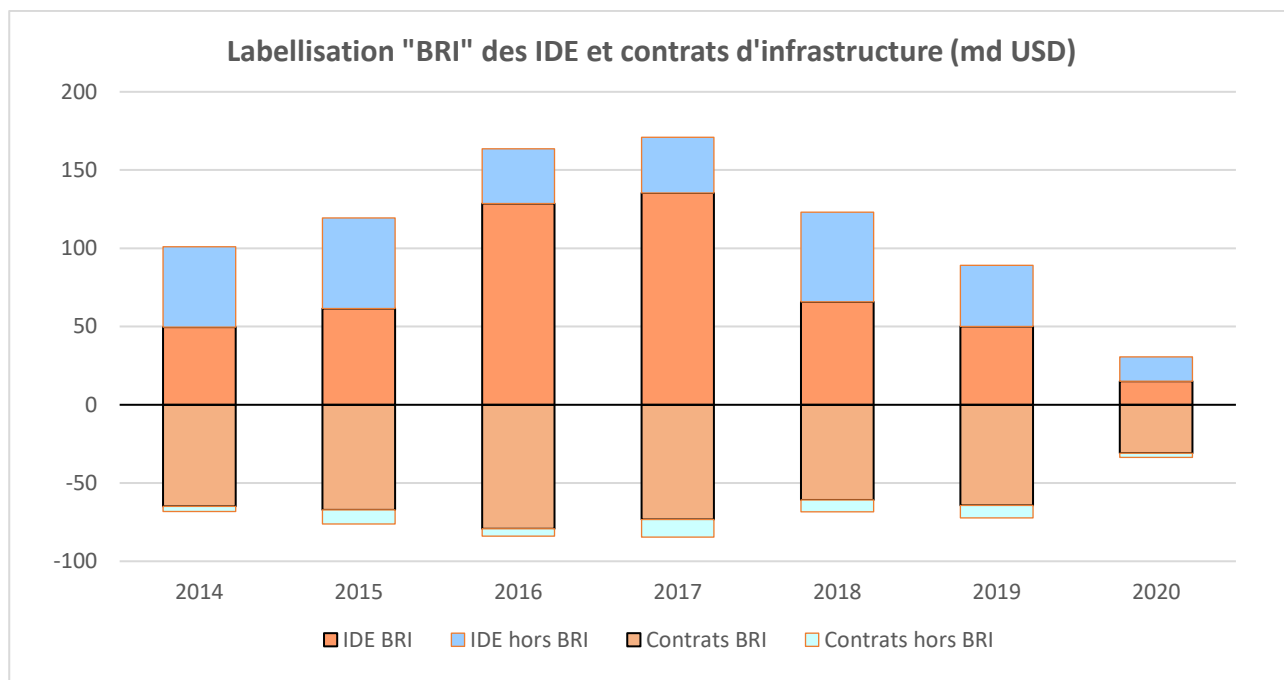
Aux premières années de l'expansion chinoise à l'étranger, le nombre de ces secteurs était limité (réseaux de télécommunication), mais ils se sont aujourd'hui diversifiés, même si la réalité des coûts d'infrastructure laisse la part belle à l'énergie et aux services publics (nucléaire, réseaux de transport électrique et d'eau, etc.) et du commerce, de la logistique et du transport (travaux publics portuaires, ferroviaires et routiers inclus).

Ces deux macro-secteurs représentent 3/4 ou plus du total des contrats obtenus, et les champions chinois y sont devenus quasiment incontournables. En comparaison, les autres secteurs, comme l'immobilier ou l'industrie, restent marginaux. Le montant unitaire moyen des marchés obtenus est d'une remarquable stabilité au long de la période (autour de 400m USD).

Le contrat le plus important obtenu en 2020 a concerné un projet hydroélectrique au Pakistan attribué à Power Construction (1,93md USD) suivi par la construction par China Energy Engineering d'une centrale thermique au Vietnam (1,4md). Les pays en développement ont la part belle, les contrats étant généralement assortis de financements qualifiés parfois d'asservissants des organismes financiers chinois gouvernementaux.

Les besoins en infrastructure restant gigantesques, la reprise des contrats afférents qui devrait se produire à l'issue de la crise sanitaire réservera-t-elle quelques surprises ? La position de force des grands contracteurs chinois semble annoncer que leur règne continuera. C'est plutôt dans les modes de financement innovants et l'éligibilité des projets aux nouvelles normes environnementales qu'il faut chercher les facteurs structurants d'une évolution à laquelle China Inc. va devoir s'adapter.

Vers une zone d'influence chinoise ?



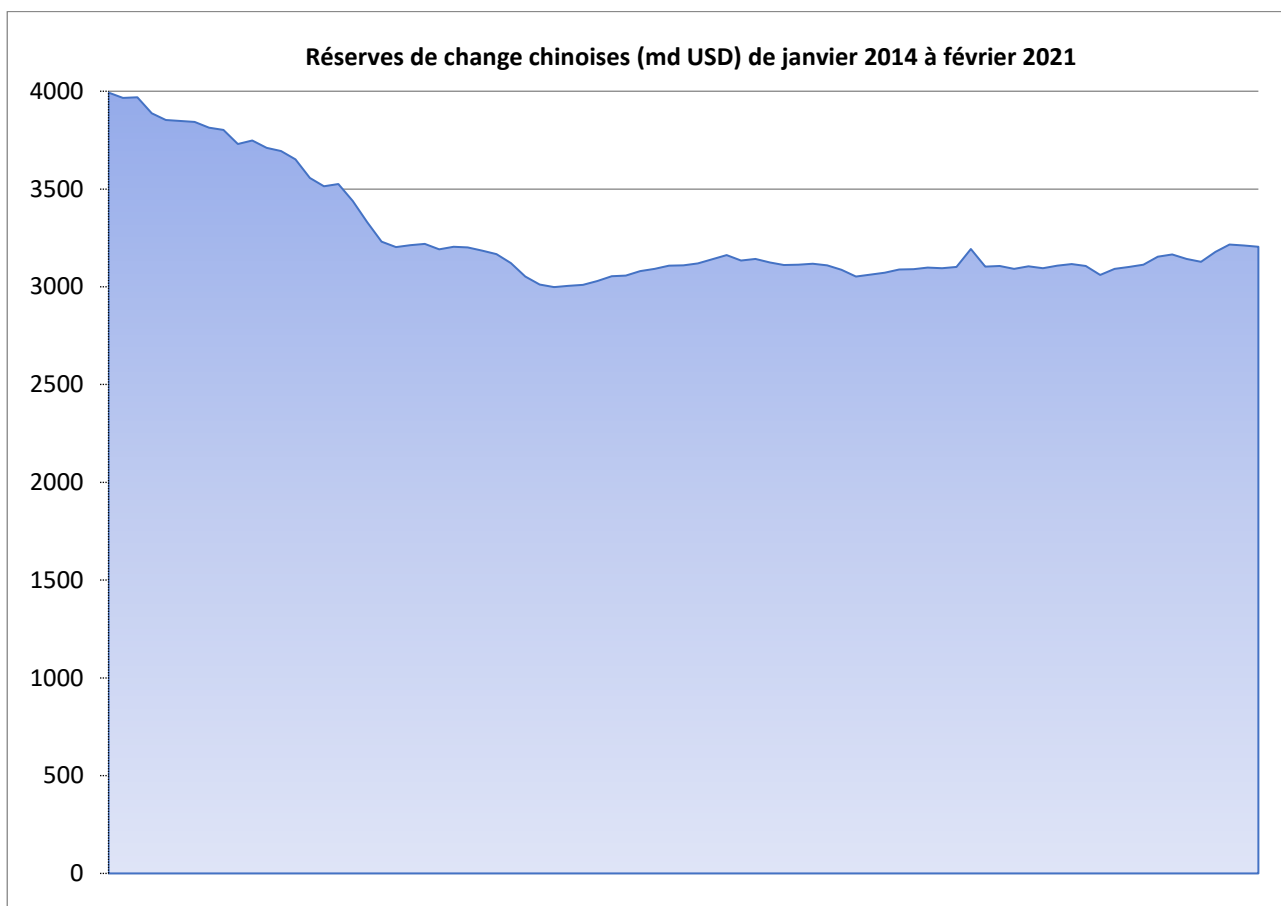
Politiquement correctes, plus de 95% des opérations de contrats d'infrastructure sont réalisées dans les pays labellisés « BRI », et ce régulièrement depuis 2014, première année de comptabilisation complète de l'initiative phare de Xi Jinping. Bien qu'il soit difficile d'additionner les deux types d'interventions, les pays de la zone BRI (en bistre comparés aux autres pays en bleu dans le graphe ci-dessus) représentent logiquement la grande majorité des opérations d'investissements sous les deux formes et dessinent la zone d'influence majeure de la Chine à l'étranger. Ils ne compensent pas la baisse générale des IDE et des contrats d'infrastructure, mais dessinent un pré carré réservant a priori assez d'opportunités pour permettre à la Chine de continuer son expansion hors les murs.

Christophe Granier, CCE France

Les flux financiers chinois

Flux financiers hors de Chine : un retour à la stabilité, mais la “dédollarisation” continue à pas feutrés

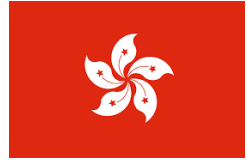
Pendant un temps menacé en apparence, le seuil symbolique des 3 000md d'équivalents-USD tient bon, et se consolide même. A fin février, les réserves en devises détenues par la Chine s'élevaient à 3 200md, dont un peu plus de 1 000md (fin janvier) prenaient la forme de “Treasuries” américaines. La guerre des changes n'aura pas eu lieu, et la remontée spectaculaire de la parité USD/CNY (allant de 7,2 au premier trimestre 2020 à 6,5 à l'heure où nous écrivons) n'a pas affecté la valeur nette des actifs détenus et/ou renouvelés.



En revanche (selon le Trésor américain et le FMI, données retraitées par Yardeni), la proportion de devises détenues dans le bilan de la Banque centrale chinoise poursuit une baisse impressionnante, passant de 85% en 2015, à 65% en 2017 puis à 55% en février 2021. Naturellement, le phénomène est dû à la création monétaire purement chinoise, mais même pendant l'exécution du plan de relance de 2008, ces chiffres n'avaient pas été approchés.

Le compte de capital reste le sujet à surveiller pour les grands équilibres monétaires chinois. Contrariant l'intuition dominante inspirée par les recommandations unanimes d'achat d'actifs cotés chinois, en contradiction avec la trajectoire haussière effective des marchés boursiers, l'observation de flux de capitaux toujours négatifs malgré l'afflux de devises apportées par l'excédent commercial record de 2020, reste une préoccupation certaine pour les responsables monétaires chinois. La libéralisation du discours invitant explicitement ou implicitement des capitaux étrangers (à travers les apparentes concessions incluses dans le traité sino-européen sur les investissements) en est une démonstration.

Jean-François di Meglio, CCE France



Tribune BRI

Hong Kong, BRI et GBA : le grand jeu

Si le modèle précis de Hong Kong dans un monde post-Covid reste encore à définir, il ne fait d'ores et déjà aucun doute que son renforcement comme un des principaux centres financiers du globe sera un des piliers de son futur développement. Cette nouvelle « job description » pourrait s'articuler autour de trois axes principaux : la professionnalisation financière de l'initiative de la BRI, l'attraction des capitaux étrangers vers la Chine propre et, enfin, l'internationalisation du RMB.

Après un démarrage en fanfare en 2013, on sent bien que l'initiative des nouvelles routes de la soie (BRI) semble connaître un frein dans son développement, qui n'est pas seulement dû à l'évolution de la crise du Covid. Le très fort ralentissement des investissements chinois dès l'année 2019 a tenu surtout à l'acceptation du constat d'échec de plusieurs initiatives, soit compte tenu des résultats financiers – comme dans le cas du Pakistan – soit compte tenu de revers politiques – comme dans le cas de la Malaisie. Le « piège de la dette » se révèle en effet douloureux, pas seulement pour l'emprunteur, mais également pour le prêteur, les « *debt-equity swaps* » restant une variante souvent bien onéreuse pour prendre possession des actifs stratégiques convoités. De même, les limites de la Banque Asiatique d'Investissement en Infrastructures auront démontré à ce stade l'incapacité chinoise à fondre dans un moule multilatéral les initiatives d'inspiration initialement purement chinoise. Cependant, bien loin d'un constat d'échec définitif, il faut y voir au contraire l'opportunité pour Hong Kong de mettre à disposition son professionnalisme en termes d'ingénierie financière, notamment pour le financement d'infrastructures. Et ce, plus particulièrement dans un monde à la fois de taux d'intérêt très bas et de contraintes environnementales désormais planétaires.

Ensuite, Hong Kong devrait retrouver son rôle de serviteur de la Chine, en s'attachant à jouer une carte décisive dans l'évolution de la balance des paiements chinoise. Hong Kong conservera son rôle de « *Check-Point Charlie* » pour les investisseurs internationaux attirés par les perspectives de croissance de la Chine propre, désormais plus rentable. A commencer par le développement de la « Greater Bay Area » (GBA, regroupant Shenzhen, Canton et Macao) s'attachant à associer hardware et software pour construire dans le Guangdong la nouvelle industrie de l'internet des objets, qui demandera de lourds investissements privés complétant l'infrastructure publique. Les investisseurs institutionnels – pas seulement japonais ou européens, mais également américains – ne sauront résister éternellement, dans un monde occidental de taux zéro, aux sirènes de Bons du trésor chinois, offrant à la fois accès à plus de 3% de rendement et à un bon tiers de la croissance mondiale. Le surplus de la balance des paiements chinoise de plus de 150md USD au dernier trimestre 2020 - la meilleure performance depuis 2008 ! – laisse d'ailleurs augurer du rôle d'aspirateur de l'excédent d'épargne occidentale auquel Hong Kong se prépare pour la décennie à venir, le financement de la GBA devant en être un des principaux bénéficiaires.

Enfin, et de manière encore plus structurante, Hong Kong sera la plaque tournante pour l'internationalisation de la monnaie chinoise, dont on sent bien qu'elle sera un des piliers majeurs de la construction de la GBA. Le frappant contraste entre les plans de relance post-Covid chinois et américains, opposant d'une part le sérieux de la PBOC se focalisant sur des investissements d'infrastructures productives et d'autre part le laxisme de la FED désormais vendue au clientélisme de ses 3000md USD de stimulus improductif – invite l'ensemble de la planète à envisager fondamentalement le « dernier tour de piste du dollar ». D'où les différents tests-pilote du CNY digital dans le Guangdong, notamment dans le cadre du plan de relance post-Covid, annonçant l'émergence d'un futur monde à l'envers, dans lequel la monnaie historiquement non-convertible, devenue digitale, ambitionne de remplacer la monnaie de réserve historique ! De même, les succès du « *South Connect* » comme du « *North Connect* » - représentant déjà jusqu'à 15% des échanges de la bourse de Hong Kong - confirment son rôle stratégique dans l'ouverture des marchés de capitaux de Chine, en permettant, « à la chinoise », une première expérimentation avec l'extérieur, tout en restant sous contrôle intérieur.

En conclusion, les faire-part de décès du rôle de Hong Kong publiés abondamment par la presse occidentale depuis dix-huit mois paraissent prématurés. Il conviendra pourtant de continuer à observer de manière objective l'évolution du cadre réglementaire financier de Hong Kong dans les semestres à venir. Celui-ci restera pour les observateurs étrangers le meilleur signal faible de la volonté de la Chine, soit de se refermer sur elle-même et sa consommation intérieure, soit au contraire de prolonger son ouverture vers le reste du monde, consciente de sa continuelle dépendance à bon nombre de technologies-clef occidentales.

David Baverez, CCE Hong Kong



Secteur

Le secteur agri/agro en Chine : mirage industriel ou nouvelle arme de conquête mondiale ?

Un géant agricole avant tout, l'industrie agro-alimentaire en pleine évolution

La production agricole chinoise repose d'abord sur les productions végétales. La Chine est ainsi le 1^{er} producteur mondial de blé, de riz, de pommes de terre et le 2^{ème} en maïs. Les productions animales représentent 30 % de la valeur ajoutée agricole. La Chine est le 1^{er} producteur mondial de volailles et de porcs. Un porc sur deux au monde était chinois, avant que le cheptel ne soit réduit d'au moins 30 % par l'épizootie de peste porcine africaine (PPA), mal contrôlée, entre août 2018 et juillet 2019.

L'agriculture chinoise est marquée par une dualité des structures qui évolue rapidement

- L'essentiel de la production est le fait d'une multitude d'exploitations familiales, tenues par environ 400 millions de paysans travaillant une superficie moyenne d'un demi-hectare. Leur production est collectée, voire transformée, par de nombreux intermédiaires (il y a officiellement 100 millions de transformateurs de produits agricoles indépendants).
- Un secteur agro-industriel se développe, porté par quelques grandes structures étatiques (en particulier, les fermes d'État) ou privées (notamment dans le secteur laitier), elles-mêmes liées à de grands groupes de transformation et de distribution, tels que COFCO. *Yili*, *Mengniu* et *Bright Food* assurent par exemple 64 % de la transformation laitière. Les autorités chinoises leur ont en outre confié la mission de développer les exportations agroalimentaires.

L'agriculture chinoise peine à répondre à une demande alimentaire nationale en hausse, qui se diversifie et devient exigeante en termes de qualité, notamment sanitaire, dans un contexte de progression rapide du pouvoir d'achat : la consommation de viande par habitant a atteint 49,2 kg en 2018 ; elle aura triplé depuis 1990, celle des œufs aura été décuplée entre 1980 et 2017, et celle produits laitiers multipliée par ... 26. Les dépenses alimentaires représentent encore 28,4 % en valeur des achats d'un ménage, du fait de leur diversification vers des produits plus chers (viandes, poissons, fruits). La Chine ne couvre ainsi plus que 10 % de sa production de soja, du fait de l'envolée de ses besoins pour l'alimentation animale – voyant ainsi croître la dépendance de ces filières – mais aussi, par exemple, seulement 32,2 % de sa consommation d'huiles alimentaires.

L'agriculture chinoise se heurte à diverses contraintes et entend répondre à plusieurs enjeux

- des conditions naturelles contraignantes entraînent des coûts de production élevés, dégradant la compétitivité vis-à-vis des produits importés, surtout dans le secteur de l'élevage (lait, viandes). En effet, la Chine doit nourrir 18,3% de la population mondiale sur 8,5% (11% des terres agricoles) ; elle ne dispose que de 6,5 % des ressources en eau de la planète, inégalement réparties entre les régions ;
- le coût de production est élevé : les cultures de blé et de riz sont soutenues par des prix garantis et la limitation des importations, entraînent une mauvaise allocation des ressources ;
- les exploitations restent morcelées, de petite taille et difficilement mécanisables, notamment dans le sud et l'ouest du pays ;
- ses coûts de production sont donc élevés et en hausse (coût de la main d'œuvre, prix du foncier), d'où une compétitivité-prix défavorable avec les produits importés ;
- un risque de perte des savoir-faire lié à l'intense exode rural (10-15 M. personnes par an) ;
- l'insuffisante maîtrise sanitaire et phytosanitaire. L'épizootie de PPA et la propagation du légionnaire d'automne (un organisme nuisible aux cultures céréalières) en constituent les derniers témoignages ;
- même si les mesures de protection de l'environnement s'accroissent, beaucoup reste à faire en la matière : un producteur chinois utilise en moyenne trois fois plus d'engrais à l'hectare que son homologue français ou américain. La Chine pâtit d'eaux et de sols pollués (phénomène qui concernerait 19,4 % des terres arables) ainsi que d'une baisse de la fertilité de nombreux sols.

La quête de l'autosuffisance par une politique d'intervention et de subventions

Les plans quinquennaux chinois illustrent la volonté d'accélérer la restructuration du secteur agricole dans le sens d'une agriculture « moderne » capable de produire plus, de façon durable, et en assurant un revenu décent aux divers acteurs de l'amont à l'aval.

Le dernier plan en vigueur propose des évolutions majeures :

- l'inflexion donnée sur le sujet de l'autosuffisance alimentaire : le plan indique que la Chine souhaite non seulement exporter davantage de produits agroalimentaires, mais également importer plus de produits « dont la Chine a besoin » ;

- cette orientation va de pair avec la volonté d'internationaliser les groupes chinois et de « construire des bases de production et de stockage à l'étranger » ;
- plusieurs réformes dans les modalités de soutien à l'agriculture : fusion des subventions à la mécanisation et aux intrants ; confirmation des réformes entreprises sur les prix garantis. De fait, ces subventions ont été supprimées sur le coton, le soja et le maïs ; elles ne s'appliquent plus qu'au blé et au riz ;
- l'importance donnée à la formation professionnelle et, plus globalement, au soutien au développement agricole (conseil, organisations professionnelles, etc.) ;
- enfin, l'annonce d'une ambitieuse politique agro-environnementale pour faire émerger une agriculture « verte », comprenant une dimension sanitaire. Le plan indique ainsi vouloir renforcer les contrôles « de la fourche à la fourchette », diminuer l'utilisation d'intrants en agriculture (fongicides, pesticides, médicaments), lutter contre la pollution des eaux et des sols.

La mise en œuvre de cette politique s'appuie sur quatre types principaux de subventions. Les aides aux producteurs et à la régulation des marchés en constituent l'essentiel :

- fixation de prix seuils, de quotas et un stockage public sur le blé et le riz ;
- allocation de subventions, les plus importantes constituent des aides directes aux paysans ;
- prise en charge des infrastructures (irrigation, lutte contre les crues) ;
- financement de programmes ciblés (pauvreté, agriculture durable, etc.) ;
- les avantages fiscaux (par exemple : réduction fiscale à l'achat de serres en horticulture ou de matériel agricole) ;
- la politique de crédit ;

Ensuite, des outils jouant sur les structures viennent accompagner l'évolution du secteur agricole (remembrement et une réforme du droit foncier, restructuration des filières, promotion des coopératives, de fermes modernisées, d'agro-industries et d'exploitations intégrées).

Le renforcement de la politique sanitaire entend également répondre à une situation insatisfaisante (loi sur la sécurité sanitaire, entreprise de normalisation, mise en place de dispositifs de contrôles renforcés).

Enfin, la politique de Recherche-Formation-Développement vise à faire de la Chine un leader innovant du secteur agricole. Citons ici le rachat d'entreprises étrangères disposant de technologies ; le cas emblématique a été la reprise de Syngenta par le groupe public ChemChina pour 43md USD.

La Chine a ainsi mis en place des subventions massives (239,3md USD en 2017, soit 2 % du PIB agricole), de manière ni transparente, ni conforme au droit de l'OMC. Ce budget traduit l'importance accordée au développement agricole. Il ne regroupe en outre pas toutes les aides publiques accordées à l'agriculture : une partie d'entre elles ne sont pas répertoriées et passent par des prêts aux entreprises, une défiscalisation ou des avantages en nature (foncier), notamment de la part des collectivités locales.

Les investissements chinois à l'étranger pour satisfaire les besoins en consommation de sa population

Longtemps éclipsés par ceux dans les matières premières et les industries manufacturières, les investissements chinois à l'étranger sont montés en puissance dans l'agroalimentaire. Le soja et le lait en poudre illustrent une évolution rapide de la stratégie d'investissements chinois à l'étranger.

Le soja, important composant de l'alimentation d'élevage - dont la demande en Chine a explosé avec celle de la consommation de viande -, constitue le seul secteur dans lequel la Chine a ouvertement renoncé à sa politique d'autosuffisance agricole. Le pays dépend désormais des importations pour 80% de sa consommation de cet oléagineux, dont la culture était trop peu compétitive sur le sol chinois. Accroissant les inquiétudes de certains responsables politiques quant à cette situation, ces importations de soja sont dépendantes à 90% de trois fournisseurs – Etats Unis, Brésil et Argentine.

Le lait en poudre renvoie à une autre problématique. La Chine produit en effet assez de lait pour répondre à ses besoins. Mais la défiance des consommateurs chinois a miné le secteur de manière durable depuis le dramatique scandale Sanlu de 2008 – lorsque du lait frelaté à une étape de sa chaîne d'approvisionnement, empoisonna des milliers de nourrissons, et en tua plusieurs. Ces consommateurs se sont, depuis, massivement tournés vers les produits dont l'origine étrangère est associée à une idée de traçabilité et de contrôle, aux dépens des produits d'origine locale.

La volonté de sécuriser des approvisionnements dans ces deux domaines, a amené les acteurs chinois de l'industrie agroalimentaire à investir à l'étranger. Dans un premier temps, leur idée a été d'investir directement dans des terres agricoles porteuses de ces ressources. En 2010, Chongqing Grain Group s'est ainsi lancé dans un investissement de 2,5md USD pour se doter d'une base brésilienne de production de soja. La même année, le groupe Shanghai Pengxin se portait acquéreur d'une quinzaine de fermes laitières néo-zélandaises. Mais ces opérations, qui impliquent une propriété foncière qui cristallise les sensibilités, ont suscité de violentes réactions politiques au Brésil – où le projet de Chongqing Grain a peu avancé depuis 2010 – comme en Nouvelle-Zélande – où Pengxin a dû attendre 2012, et une décision judiciaire, pour voir valider son acquisition. Les groupes

agroalimentaires chinois en ont rapidement tiré les leçons, et ont réorienté leur stratégie d'investissement à l'étranger.

Les investissements suivants dans le lait se sont ainsi faits dans des entreprises de transformation déjà existantes, et ayant des liens anciens avec des producteurs locaux (c'est le cas pour toutes les opérations qui ont suivi depuis en Nouvelle-Zélande) ; ou bien dans des unités de fabrication nouvelles, associées à des partenariats avec ces producteurs locaux. Ce dernier modèle est par exemple mis en œuvre en France, où deux usines de lait en poudre à financements chinois qui entreront en opération cette année, s'appuient sur des partenariats avec des coopératives laitières (Isigny-Sainte-Mère en Normandie, et Sodiaal en Bretagne).

Dans le secteur encore plus stratégique du soja, dont la Chine absorbe maintenant 65 % des exportations mondiales, c'est le géant COFCO, numéro un de l'agroalimentaire chinois, qui a pris en main cette nouvelle stratégie. En 2014, ce groupe qui dépend du gouvernement central a ainsi déboursé près de 3md USD pour prendre pied dans le monde discret mais puissant des sociétés de négoce agricole. En acquérant la majorité de la société suisse Nidera, puis de l'hongkongaise Noble Agri, COFCO s'est en effet assuré le contrôle de deux puissants réseaux, qui gèrent des transactions annuelles portant sur près de 100m de tonnes de céréales et d'oléagineux, et sont fortement implantés au Brésil et en Argentine.

La diversification de l'économie chinoise fait que tous les investissements agricoles qui en proviennent, ne rentrent pas dans la même catégorie. Les achats de domaines viticoles qui se sont multipliés dans le Bordelais, par exemple, relèvent d'initiatives personnelles de riches Chinois motivés par le prestige.

La présence française

La France (et l'Europe) ne dépendent pas (encore) du marché chinois. Néanmoins, la Chine a pris une importance cruciale pour l'équilibre de marché de certains produits (vins & spiritueux ; produits laitiers, dont lait infantile ; viande et abats porcins). La France exporte pour 3,2md € de produits agricoles et agro-alimentaires vers la Chine (source : Douanes chinoises ; 2,2md € selon les Douanes françaises). Elle est le 1er fournisseur agricole et agro-alimentaire européen et le 8ème mondial (3,1 %). Ses exportations se seront accrues de 64 % par rapport à 2013.

Les vins et spiritueux représentent 59,2 % du total, le lait infantile 11,6 %, les produits laitiers 10,5 %, les viandes 5,7 %, et les céréales 3,7 %. Ses exportations sont toutefois concurrencées par des concurrents dynamiques, en particulier l'Australie, qui bénéficie désormais de taux à droits zéro pour l'exportation de ses vins, en vertu de son traité de libre-échange avec la Chine.

A l'inverse, la France importe des produits agroalimentaires chinois pour une valeur de l'ordre de 419m €, essentiellement des produits de la mer (48 %) et des légumes (10,3 %).

Près de 120 entreprises françaises (bureaux de représentation ou sites de production) du secteur agricole et agroalimentaire sont implantées en Chine, dans divers secteurs allant des vins et spiritueux (Hennessy, Castel, Pernod-Ricard, Remy Martin) au secteur laitier (Savencia, Danone, Lactalis, Sodiaal, Bel, Sill-Laiteries, Paysan Breton) en passant par les semences végétales (Limagrain, Euralis, Caussades, RAGT).

Attachée à la diplomatie bilatérale, la Chine ne prévoit pas d'accord de libre-échange avec l'Union européenne. Un plan de coopération franco-chinois cadre toutefois la relation bilatérale dans le secteur agricole et agroalimentaire. La France et la Chine coopèrent ainsi sur différents sujets, et notamment en matière sanitaire et phytosanitaire et en matière de formation agricole. En matière de recherche, l'INRA mais aussi le CIRAD ont signé huit accords avec des universités ou des académies chinoises, en vue notamment de créer des Laboratoires Internationaux Associés (LIA), par exemple sur le blé, la forêt ou l'agroécologie.

La Chine fait donc figure de géant agricole de par sa production (tant animale que végétale) mais avec un modèle très fragile et qui peine à atteindre les objectifs d'auto-suffisance alimentaire. L'industrie agroalimentaire chinoise est en plein développement pour certains secteurs stratégiques et la Chine développe ses stratégies d'importation et d'implantation à l'étranger pour satisfaire ses besoins nationaux. Les opportunités commerciales pour la France existent également mais sont rapidement confrontées à la problématique de la propriété intellectuelle tant pour le machinisme et l'agroéquipement que pour le secteur des semences végétales.

Bernard Quéré, CCE France

Les groupes chinois mondialisés

ORIGINE ET CREATION DE SYNUTRA INTERNATIONAL

SYNUTRA INTERNATIONAL

Des espoirs déçus pour la vente en Chine de lait en poudre de qualité de marque chinoise « made in France »

SYNUTRA INTERNATIONAL est un fabricant chinois spécialisé dans les préparations pour nourrissons. Créé en 1998 à Qingdao, dans la province du Shandong à l'est de la Chine, la société vend ses produits sous l'étiquette « *Shengyuan Nutritional Food* » en Asie de l'Est. Elle se hisse à la troisième place dans son secteur en Chine et y développe deux marques distinctes : « SYNUTRA », destinée aux nourrissons et femmes allaitantes, et « DUTCHCOW », une marque destinée aux adultes. En 2013, SYNUTRA INTERNATIONAL affiche un chiffre d'affaires de 195 millions d'euros, emploie 15 000 salariés. La société compte deux usines à Qingdao, deux en Mongolie intérieure et une à Shenzhen, sa principale. En 2020, la société possède quarante-cinq recettes de lait maternisé enregistrées dont une grande partie est issue d'acquisitions. Son siège social se situe à Rockville, aux Etats-Unis.

Un projet prometteur à l'étranger

Une ambition d'abord chinoise :

Le groupe spécialisé dans la production de lait en poudre jouit d'un certain succès en Chine. En 2013, SYNUTRA dispose de 27 000 points de vente dans les magasins chinois. Afin de progresser sur le marché chinois, la stratégie de la société s'oriente vers la sécurisation de ses approvisionnements en matières premières. SYNUTRA entend améliorer la traçabilité des préparations qu'elle vend après différents scandales sanitaires en Chine, dont la crise du lait frelaté de 2008. De plus, la fin de la politique de l'enfant unique et l'émergence des classes moyennes fait exploser la demande, ce qui contraint les producteurs à se tourner vers l'international. La société importe déjà certaines de ses matières premières d'Australie et de Nouvelle-Zélande.

Le pari du « made in France » :

SYNUTRA opte pour une implantation en Europe afin de palier ses déficits de production en Chine. Le président de SYNUTRA FRANCE, branche du groupe née en 2012, explique très justement le problème posé aux producteurs de lait en poudre chinois : « *La production est largement insuffisante par rapport à la demande, car les fermes chinoises produisent l'équivalent des volumes français, mais avec une population 20 fois supérieure* ». Par conséquent, il décide de construire la plus grande usine de lait pour bébés au monde en Bretagne, dans la région de Carhaix-Plouguer. La production issue de l'usine de Carhaix est exclusivement destinée au marché chinois.

Une usine vitrine censée bénéficier aussi aux producteurs laitiers français

La construction de l'usine à Carhaix, inaugurée en 2016, ne s'est pas faite au hasard. SYNUTRA désire assurer une production abondante tout en respectant des hauts standards de qualité et d'hygiène avec ce site ultra-moderne de 38 000 m². L'usine est implantée dans un bassin laitier français reconnu : SYNUTRA peut ainsi bénéficier du savoir-faire breton tout en assurant le conditionnement de 100 000 tonnes de nourriture pour bébés par jour. L'implantation à Carhaix était également un avantage logistique : y construire une usine de conditionnement permet d'avoir les délais les plus courts possibles entre le moment de l'arrivée du lait cru, et le départ du lait en poudre par containers pour la Chine depuis le port de Brest.

Les discussions autour de la construction de l'usine à Carhaix ont débuté dès 2012. A cette époque le PDG, ZHANG Liang, voit grand. Avec un investissement initial de 170 millions d'euros, financé partiellement par un prêt de BANK OF CHINA, SYNUTRA effectue « *le plus important investissement en matière de production laitière de la Chine à l'étranger* » selon le PDG. Dès 2013, une délégation chinoise fait le déplacement à Carhaix avec le ministre-conseiller aux affaires économiques et commerciales chinois en France.

L'arrivée de la société chinoise dans le Finistère dessine une fenêtre d'opportunité pour les producteurs locaux. L'Ouest français pourrait se transformer en « *milk valley* » si les implantations de groupes étrangers se poursuivent. Les laiteries cherchent de nouveaux marchés à l'export. Même si l'usine de Carhaix est détenue à l'origine à 90% par SYNUTRA, SODIAAL, coopérative laitière française et troisième coopérative européenne, en détient 10% par le biais de sa filiale EUROSEUM. SYNUTRA conclut un accord d'approvisionnement de 288 millions de litres par an avec SODIAAL. L'usine emploie 350 personnes. SYNUTRA envisage la création d'un hôtel-restaurant à Carhaix pour accueillir 2 000 visiteurs chinois par an. En 2017, une nouvelle usine est inaugurée à Méautis, dans la Manche. Détenue par LES MAITRES LAITIERS DU COTENTIN qui a investi 114 millions d'euros, elle est utilisée pour la production de lait infantile pour la Chine dans le cadre d'un contrat de 11 ans avec SYNUTRA.

Les déboires actuels d'une société à potentiel dans un contexte concurrentiel féroce

SYNUTRA essuie une cruelle désillusion alors que les importations vers la Chine de lait infantile sont en progression. D'une part, SYNUTRA fait face à la concurrence chinoise des producteurs de lait : certains ont été aidés par les pouvoirs publics qui souhaitent rendre la filière chinoise plus performante, grâce à des incitations pour que les acteurs locaux se regroupent afin de concurrencer les sociétés étrangères. D'autre part, les groupes 100% étrangers bénéficient d'une meilleure image en Chine, rendant la concurrence plus rude encore. En effet, les consommateurs ont massivement privilégié les marques étrangères importées : 80% de l'augmentation de la consommation de produits laitiers a été couverte par les importations. SYNUTRA finit par stopper sa production dans les usines de Carhaix et de Méautis en 2018. La conjugaison de ce contexte concurrentiel complexe, des spécificités françaises liées à la détermination du niveau de prix pour l'approvisionnement en lait, de complications techniques dans la mise en route des procédés de production, d'un management strict créant un important turnover dans les équipes en France, et de règles plus strictes imposées par Pékin en termes de qualité et de volumes pour les industriels met un terme aux ambitions de SYNUTRA. Ses parts de marché diminuent de 50%, au profit de ses concurrents qui investissent dans des pays *leaders* du marché (France, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Irlande).

Dès 2017, SYNUTRA INTERNATIONAL affiche les symptômes de sa mauvaise santé financière : la société quitte la Bourse alors que cette dernière était cotée au Nasdaq depuis 2005. SYNUTRA ne publie plus de rapport annuel. Elle est rachetée par le PDG, ZHANG Liang, et par sa femme MENG Xiuqing, par le biais de la société BEAM POWER INVESTMENTS dont les activités sont opaques. BEAM POWER INVESTMENTS est domiciliée aux îles vierges britanniques, et aurait été immatriculée par le cabinet MOSSACK FONSECKA, mis en cause pour son rôle dans le blanchiment d'argent et la fraude fiscale dans les « *Panama Papers* ».

SYNUTRA n'est pas parvenu à commercialiser les volumes attendus en Chine. La société a accueilli des huissiers en 2018 à Carhaix car elle ne parvenait plus à payer ses partenaires. En 2019, SODIAAL reprend l'intégralité des activités de transformation du site de production alors que SYNUTRA conserve seulement les activités de mélange et de conditionnement. Le groupe n'a pas honoré l'objectif fixé auprès des 700 éleveurs de la coopérative, qui était de vendre 100 000 tonnes de lait en poudre par an. Il avait déjà négocié la réduction de moitié de l'approvisionnement auprès des éleveurs. En 2017, l'usine de Carhaix avait accumulé 38 millions d'euros de dettes auprès des fournisseurs. SODIAAL avait également réservé en exclusivité quatre lignes de production neuves, restées à l'arrêt, pour SYNUTRA dans son usine en périphérie de Saint-Etienne.

SYNUTRA, dans la tourmente, conclut des partenariats en Syrie au mépris des sanctions internationales. En novembre 2020, la filiale française de SYNUTRA a conclu un accord de coopération pour la construction d'une usine vers la ville d'Alep avec l'homme d'affaires syrien Nidal BAKOUR, ancien vice-président de la Fédération syrienne de commerce et d'industrie, à la tête de KORE FOOD INDUSTRIES COMPANY et de SAMILAK. Si les autorités syriennes ont donné leur accord pour une mise en production à l'été 2021, la filiale de SYNUTRA reste cependant soumise au régime de sanctions internationales contre la Syrie qui interdit aux entreprises françaises d'y entreprendre des activités. Depuis le bombardement de l'usine NESTLE aux environs de Damas en 2013, le pays est devenu exclusivement dépendant des importations de lait infantile. Le groupe chinois affirmait vouloir s'y développer dès 2018.

Comité France Chine

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE

suivies par Paul Clerc-Renaud

Agrégats économiques chinois, bilans régionaux et sectoriels

- Le service de fret ferroviaire d'Istanbul à Xi'an est désormais un habitué des horaires. Le premier train à destination de la Chine en provenance de Turquie est parti le 4 décembre de l'année dernière, et le second vient d'arriver dans le hub chinois situé au centre du pays. Le service sera assuré deux fois par mois (RailFreight.com, 7/1)
- La Société financière américaine pour le développement international a conclu un accord pour aider l'Équateur à rembourser des milliards de dollars de prêts à la Chine en échange de l'exclusion des entreprises chinoises de ses réseaux de télécommunications (The Finance Info, 14/1)
- L'économie chinoise a progressé de 2,3 % en 2020, le taux de croissance le plus faible depuis 1976, mais elle sera probablement la seule grande économie à s'être développée l'année dernière (South China Morning Post, 18/1)
- La plus grande entreprise technologique d'Europe fournit les machines qui peuvent fabriquer les semi-conducteurs de la prochaine génération. Mais elle ne les vend pas à la Chine (Bloomberg, 20/1)
- Les nations insulaires du Pacifique se tournent vers les agences dirigées par la Chine pour combler les lacunes de leurs budgets ravagés par la pandémie après avoir épuisé les options de financement des partenaires occidentaux traditionnels, ce qui alimente les craintes que la région devienne plus dépendante de Pékin (Reuters, 25/1)
- Ant Group, la branche de paiement numérique du groupe de commerce électronique chinois Alibaba, prévoit de vendre son précieux actif américain dans un contexte de tensions accrues entre Pékin et Washington au sujet du secteur technologique chinois en pleine expansion et d'un contrôle plus strict des données des utilisateurs américains (China Economic Review, 27/1)
- En 2020, Xiaomi, le deuxième fabricant de téléphones intelligents du pays, a réalisé 30 investissements de capital-risque (CR) dans des entreprises de semi-conducteurs. La même année, le géant chinois des équipements de télécommunications Huawei a investi dans une vingtaine d'entreprises de semi-conducteurs par le biais de son unité de capital-risque, Hubble Technology Investment (Technode, 28/1)
- Depuis la fin des années 2010, les discussions sur le commerce transnational des déchets recyclables ont tendance à se concentrer sur la Chine. En particulier, l'annonce par le gouvernement central chinois d'une interdiction des importations de 24 catégories de déchets en juillet 2017 a attiré une attention considérable dans le monde entier. Il a mis en évidence le rôle prédominant joué par la Chine dans le commerce contemporain et la reconversion des marchandises de rebut, un secteur qui s'est mondialisé à la fin du XXe et au début du XXIe siècle (China Perspectives, 1/2)
- Des dizaines de villes à travers l'Iran ont été confrontées à des coupures de courant fréquentes et généralisées depuis début janvier. Le ministre de l'énergie, Reza Ardekanian, a admis que ces pannes pourraient avoir été causées par des "fermes de bitcoin" consommant de grandes quantités d'électricité. Ce qu'il n'a pas dit, cependant, c'est que beaucoup de ces fermes, bien que situées en Iran, sont détenues par des sociétés chinoises qui tentent de garder leur présence secrète (France 24, 1/2)
- Le nombre de trains de marchandises qui ont quitté la Chine, la Russie et l'Europe a augmenté de 50 % en 2020. Cependant, cette augmentation est principalement due à la croissance significative des volumes vers la Russie ; le trafic vers l'Europe est resté largement le même. C'est l'une des conclusions de Rail Freight Live de vendredi dernier, qui dressait le bilan d'une année extraordinaire sur la nouvelle route de la soie (Rail Freight.com, 2/2)
- Le 2 février, le ministère chinois du Commerce (MofCom) a publié son rapport annuel de 2020 sur les investissements sortants chinois en 2019. Selon le rapport, en 2019, la Chine était le deuxième investisseur mondial enregistrant des flux d'IDE sortants de 136,9 Mds USD (-4,3 % en g.a.). La Chine se classe ainsi derrière le Japon (226,6 Mds USD), et devant les Etats-Unis (124,9 Mds USD) (Brèves du SER de Pékin, 8/2)
- Avec la pénurie de composants électroniques dans le secteur automobile, le positionnement stratégique de Taiwan dans la chaîne de production des semi-conducteurs est apparu soudainement de manière critique, comme en témoignent les différentes sollicitations des administrations étrangères (Allemagne, Japon, Etats-Unis) (Brèves du SER de Pékin, 8/2)
- Le 8 février, un train spécial est arrivé au poste frontière polonais de Malaszewicze. Lancé par Maersk, il venait de Yiwu (Chine), pour transporter du matériel médical essentiel vers la Pologne. Le train de 41 conteneurs a quitté la Chine le 23 janvier et a mis seize jours pour atteindre sa destination finale. Ce service a permis de fournir de précieuses ressources médicales au groupe Zarys International. DB Cargo était responsable de l'exploitation de la ligne (Rail Freight, 12/2)

- Les investissements directs étrangers chinois en Indonésie, y compris les flux en provenance de Hong Kong, ont augmenté de 11 % pour atteindre 8,4 milliards de dollars l'année dernière, selon le Conseil indonésien de coordination des investissements. L'IDE de la Corée du Sud a bondi de 64 % pour atteindre 1,8 milliard de dollars (Caixin, 16/2)
- SWIFT et la PBOC ont renforcé une coopération existant depuis plusieurs années en signant un accord de co-entreprise en janvier dernier. L'entreprise créée, *Finance Gateway Information Services Co. Ltd.*, d'un capital de 12M USD, sera détenue à hauteur de 55% par SWIFT, 34% par le Centre national chinois de clearing, 5% par le Système de paiement interbancaire transfrontière (CIPS, *Cross-border Interbank Payment System*), 3% par l'Institut de recherche sur la monnaie numérique de la PBOC et 3% par l'Association chinoise de paiement et de compensation (PER, 20/2)
- Les créanciers de HNA et de ses trois principales sociétés cotées en bourse ont demandé à un tribunal d'ordonner une restructuration de la faillite après que le conglomérat géant n'ait pas réussi à rembourser des milliards de yuans de dettes. La réorganisation peut impliquer jusqu'à 500 entreprises dans une entreprise tentaculaire qui, à son apogée, comptait 1,2 trillion de yuans (171 milliards de dollars) d'actifs (Caixin, 22/2)
- L'année dernière, le financement chinois de l'énergie à l'étranger est tombé à son niveau le plus bas depuis 2008, après que la pandémie ait entravé la conclusion d'accords dans les pays en développement (Bloomberg, 23/2)
- La valeur des investissements chinois en Australie s'est effondrée l'année dernière en raison d'un examen plus rigoureux de Canberra, d'une rupture des relations bilatérales et d'une baisse mondiale des investissements étrangers due à la pandémie (Financial Times, 1/3)
- L'entreprise néerlandaise ASML Holding N.V. a prolongé jusqu'à la fin de l'année son contrat de fourniture de machines de fabrication de puces de basse technologie à Semiconductor Manufacturing International Corp., offrant ainsi une bouée de sauvetage à la principale entreprise chinoise qui a été entravée par les sanctions américaines (Caixin, 4/3)
- En termes de yuans, les investissements directs étrangers (IDE) en Chine ont augmenté de 31,5 % en janvier et février par rapport à l'année précédente. Les investissements dans des projets du secteur des services ont représenté 80 % des entrées d'IDE au cours des deux premiers mois de 2021 (South China Morning Post, 12/3)

Relations extérieures, diplomatie, décisions relatives à la mondialisation

- En moins d'une décennie, la Chine a considérablement étendu sa présence médiatique en Europe du Sud-Est. Le pays est de mieux en mieux placé pour amplifier sa voix, diffuser des images et transmettre ses récits (European Council on Foreign Relations – ECFR, 8/1)
- Alors que d'autres pays ont été assaillis par des arguments politiques et des troubles intérieurs au début de la nouvelle année, la Chine a continué à développer ses relations diplomatiques et à promouvoir son programme international. Le conseiller d'État et ministre des affaires étrangères chinois Wang Yi a effectué une tournée des cinq pays d'Afrique, qui l'a mené au Nigeria, en République démocratique du Congo, au Botswana, en Tanzanie et aux Seychelles, selon une tradition vieille de plusieurs décennies où le diplomate le plus important de Pékin se rend toujours sur le continent au début de la nouvelle année (Silk Road Briefing, 12/1)
- Oslo est désormais reliée à la ville chinoise de Xi'an par un nouveau service multimodal. Le premier train complet est arrivé au port norvégien le 26 décembre, après un voyage estimé entre 15 et 17 jours. Le rôle de Kaliningrad est crucial pour la nouvelle route, car c'est dans ce port que les marchandises sont transbordées sur un navire à destination d'Oslo (RailFreight.com, 13/1)
- Alors que l'administration Trump sortante n'a cessé depuis des mois de blâmer la Chine et le peuple chinois pour le désastre catastrophique de la pandémie de coronavirus aux États-Unis, la Chine s'efforce de se positionner comme un leader mondial en matière de santé (National University of Singapore, 21/1)
- C'était le "choix inévitable" de Pékin de rechercher un plus grand niveau d'indépendance technologique lorsque les États-Unis imposaient des restrictions à la Chine, a déclaré le responsable politique Jiang Jinquan (South China Morning Post, 26/1)
- Pfizer ou Sinopharm ? Les États-Unis ou la Chine ? Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les commandes de nouveaux vaccins contre les coronavirus sont motivées par des considérations diplomatiques et logistiques, reflétant l'influence régionale croissante de Pékin (France 24, 26/1)
- L'attitude formalisée, apparemment nonchalante, de la Chine à l'égard des Balkans occidentaux masque une intention stratégique. Au cours de la dernière décennie, le pays est devenu le troisième plus important acteur dans cette partie du voisinage de l'Union européenne. Il est de plus en plus évident que Pékin est désireux d'étendre et d'ancrer sa présence dans les Balkans occidentaux dans divers secteurs, tout en s'engageant avec un nombre croissant d'acteurs locaux (ECFR, 1/2)
- Le président chinois Xi Jinping a déclaré que la protection de la propriété intellectuelle occupait une place centrale dans la nouvelle stratégie de développement de la Chine et a promis que l'État renforcerait son soutien aux entreprises opérant à l'étranger (South China Morning Post, 2/2)

- On peut maintenant s'attendre à ce que les projets Belt & Road au Myanmar se déroulent plus facilement que ce n'a été le cas récemment, après la prise de contrôle du pays par l'armée lundi (Silk Road Briefing, 2/2)
- Les événements survenus au Myanmar cette semaine ont choqué le monde entier. Pourtant, alors que l'Occident a rapidement qualifié la prise de pouvoir militaire de coup d'État, la Chine n'a pas fait preuve d'une telle détermination - maintenant au contraire une position neutre et sans engagement sur les troubles internes du pays voisin, et rejetant tout jugement politique ou moral à ce sujet (South China Morning Post, 4/2)
- Avec l'administration Trump se tournant vers l'intérieur, le monde a vu le Japon faire un pas en avant sur la scène internationale durant le mandat de l'ancien Premier ministre Shinzo Abe. Non seulement, l'administration Abe a adopté une approche plus internationale, mais elle a également pris des mesures pour contrer l'initiative BRI (Issue Brief, 8/2)
- La frégate russe ultramoderne Admiral Kasatonov est entrée dans le port du Pirée la semaine dernière avec un certain nombre de navires d'escorte pour une visite de travail, selon une déclaration de l'ambassade russe sur les médias sociaux. La frégate russe a accosté dans un port grec contrôlé par une société d'État chinoise, à seulement 5 miles nautiques d'une base navale grecque (Ekathimerini, 8/2)
- La plateforme "17+1" créée par Pékin en 2012 pour nouer des liens avec 17 pays d'Europe centrale et orientale ressemblait décidément au 11+1 ce mardi, lorsque la moitié des 12 dirigeants nationaux de l'UE invités au club ne s'est pas présentée pour rendre hommage au président chinois Xi Jinping (Politico, 9/2)
- L'appel de l'ancien secrétaire d'État américain Dean Acheson à créer des "situations de force" réapparaît comme une boussole pour la politique étrangère américaine. Mais cette phrase décrit aussi avec justesse le défi que représentent les activités économiques mondiales de la Chine, en particulier sur les marchés en développement et émergents, où elle fournit une infrastructure numérique qui modifie le paysage stratégique en sa faveur (CSIS, 9/2)
- Alors que la majeure partie du monde ne bénéficie pas encore de la 5G, une nouvelle guerre géopolitique et technologique est d'ores et déjà lancée entre les États-Unis et la Chine. Le sujet tant convoité : la 6G. Les premiers pays à développer et à breveter des technologies 6G seront les grands gagnants de la prochaine révolution industrielle (Siècle Digital, 10/2)
- La Chine prend en main son initiative de construction d'infrastructures routières et de ceinture au Pakistan, en proposant la création d'une commission parlementaire conjointe de surveillance afin de renforcer le contrôle de la rapidité et de la qualité des projets (Nikkei Asia, 11/2)
- L'année dernière, les relations entre l'Indonésie et les États-Unis ont connu de nombreux moments forts, de la visite de Mike Pompeo, alors secrétaire d'État américain, à l'extension des préférences commerciales du système de préférences généralisées pour l'Indonésie (The Diplomat, 15/2)
- L'efficacité avec laquelle la Russie et la Chine ont pu exploiter des situations pour réaliser des gains territoriaux a révélé une vulnérabilité chronique pour les régimes de défense collective. La défense collective risque de devenir inapte à une ère de concurrence stratégique dans la zone grise (Australian Strategic Policy Institute, 17/2)
- L'essor de la Chine implique des décisions fatidiques pour le président Xi Jinping, le dirigeant du pays. Rien ne compte plus que d'attaquer Taïwan, de mettre cette île démocratique et pro-occidentale de 24 millions d'habitants sous le contrôle du parti communiste (The Economist, 19/2)
- Dans son appel à Macron, Xi affirme que les deux pays peuvent travailler ensemble sur le changement climatique et la distribution de vaccins contre les coronavirus. Le président chinois demande également à Paris de contribuer à la mise en œuvre de l'accord d'investissement entre la Chine et l'UE dans les meilleurs délais (South China Morning Post, 26/2)
- Lors de sa visite annuelle dans les pays africains, Wang Yi s'est rendu au Nigeria, en République démocratique du Congo, au Botswana, en Tanzanie et aux Seychelles. Après le voyage éclair en Afrique, il a rapidement entamé une tournée dans la région de l'ASEAN, visitant le Myanmar, l'Indonésie, les Philippines et le Brunei. Les discours soigneusement rédigés par Wang lors de son voyage le mois dernier, ainsi que son discours aux journalistes de la télévision en circuit fermé à la veille du Nouvel An l'année dernière, donnent des indications importantes sur la façon dont la Chine comprend et décrit l'Initiative pour l'initiative BRI (post Covid) à laquelle elle est confrontée alors qu'elle entre dans sa sixième année (Panda Paw Dragon Claw, 1/3)
- Lors d'un appel téléphonique avec le président polonais Andrzej Duda, Xi cherche à aplanir le chemin vers de meilleurs liens avec l'Europe centrale et orientale. Selon des analystes européens, une moindre promotion et une plus grande transparence des vaccins chinois "contribueraient grandement à améliorer la réputation de la Chine dans l'UE" (South China Morning Post, 2/3)
- Le Cambodge (16 millions d'habitants en majorité bouddhistes) entretient une relation pluriséculaire avec la Chine. Une relation qui se déploie aujourd'hui de façon très active dans le domaine économique. Confection, exploitation forestière, caoutchouc, minerais, pierres précieuses, agriculture, tourisme : les secteurs d'activités ne manquent pas dans cette coopération bilatérale (The Conversation, 2/3)
- Selon une nouvelle analyse de données, les prêteurs chinois ont accordé au moins 7,6 milliards de dollars d'allègement de la dette à des pays, principalement africains, qui luttent contre la pandémie de coronavirus (South China Morning Post, 9/3)

- "China Standards 2035" est un plan décennal de politiques publiques, qui doit être publié bientôt, et est censé fixer certaines orientations de l'économie chinoise autour d'un objectif central : faire de la Chine le principal pays exportateur de standards internationaux dans les quinze prochaines années (China Standards 2035, 10/3)
- Popularisé par l'expression Chinafrique, le développement météorique de la présence chinoise en Afrique depuis vingt ans fait partie des nouvelles réalités géopolitiques (The Conversation, 14/3)

Innovations, avancées technologiques, réformes économiques

- Sinovac Biotech a vendu plus de 300 millions de doses au monde en développement, comblant ainsi un vide laissé par les pays occidentaux (The New York Times, 7/1)
- Après être récemment devenu l'actionnaire majoritaire de la marque de design parisienne AMI, créée il y a 9 ans, Sequoia Capital China prévoit d'étendre la portée numérique de l'entreprise dans le monde entier (Jing Daily, 9/1)
- Un planeur ramassé dans un détroit maritime clé au large de l'Indonésie pourrait avoir cartographié les fonds marins pour tracer une route permettant aux sous-marins de passer inaperçus : analyste de la défense (South China Morning Post, 10/1)
- L'Administration de l'Aviation civile de Chine (CAAC) a publié fin décembre 2020 ses orientations pour le développement de l'aviation civile à travers la construction d'infrastructures de nouvelles technologies d'ici à 2035 (Brèves hebdomadaires du SER de Pékin, 11/1)
- Huawei a pris des participations dans 20 entreprises chinoises de fabrication de puces et s'adresse à d'autres pour tenter de sécuriser l'approvisionnement en circuits intégrés face aux restrictions américaines, rapporte le Nikkei (Electronics Weekly.com, 15/1)
- Les opérateurs télécoms d'Afrique font actuellement face à une demande croissante en connectivité de qualité. Le nouveau satellite lancé par la Chine pourrait les aider à y répondre. Il pourrait même leur permettre d'attaquer de nouvelles niches de marchés (Agence Ecofin, 21/1)
- Nikkei Asia - Les trois principales compagnies aériennes d'État chinoises ont reporté la livraison de plus de 100 appareils de Boeing et d'Airbus l'année dernière, mais ont conservé toutes les commandes de Commercial Aircraft Corp. of China, en signe de soutien au constructeur national pendant la pandémie de Covid-19 (Caixin, 26/1)
- La société Bitpanda est à la recherche de marchés en Europe. Un rapport de Finance FWD révèle que la société est en train de créer un fonds de 100 millions de dollars à Berlin pour investir dans les start-ups européennes de fintech et de blockchain. Ce fonds est né de l'intérêt croissant des investisseurs asiatiques pour les technologies européennes, Tencent, Alibaba et SoftBank s'appropriant tous des actifs (28/1)
- Le gouvernement de Shanghai a déclaré qu'il vise à atteindre une "production à l'échelle" de semi-conducteurs de 12 nanomètres cette année, dans le cadre de l'effort national visant à renforcer la production nationale pour réduire la dépendance aux puces importées, alors que les sanctions américaines en cours restreignent l'accès de la Chine aux technologies et produits étrangers avancés (South China Morning Post, 28/1)
- La Chine mobilise des experts du monde universitaire et de l'industrie privée, notamment le champion des télécommunications Huawei Technologies Co et son unité de conception de puces HiSilicon, pour faire avancer la normalisation de l'industrie nationale des semi-conducteurs afin de mieux protéger l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement dans le contexte des sanctions américaines actuelles qui limitent l'accès de la Chine aux technologies et produits étrangers avancés (South China Morning Post, 29/1)
- Selon de nouvelles recherches internationales, la Chine a mis en service 38,4 gigawatts (GW) de nouvelles capacités de production d'électricité à partir du charbon en 2020, soit plus de trois fois la quantité construite ailleurs dans le monde, ce qui pourrait compromettre ses objectifs climatiques à court terme (Sharenet, 3/2)
- À des centaines de millions de kilomètres de Pékin, le premier vaisseau spatial interplanétaire autonome de la Chine est sur la bonne voie pour entrer en orbite autour de Mars mercredi, avant un atterrissage prévu sur la planète rouge dans le courant de l'année (Caixin, 9/2)
- Huawei Technologies a notifié à ses fournisseurs que ses commandes de composants pour smartphones chuteront de plus de 60% cette année, a appris Nikkei, alors que les sanctions américaines continuent de sévir (Nikkei Asia, 18/2)
- Le ministre chinois de l'agriculture a déclaré que le pays devait rechercher "l'autosuffisance en matière de technologie agricole", envoyant ainsi de nouveaux signaux pour soutenir une plus grande commercialisation des aliments génétiquement modifiés (GM) (Caixin, 22/2)
- Selon une nouvelle étude, le système chinois de navigation par satellite BeiDou est plus visible - et pourrait être davantage une balise pour les engins spatiaux - que son concurrent américain GPS depuis l'espace proche de la Terre (South China Morning Post, 23/2)
- Le président chinois Xi Jinping a exhorté les scientifiques à poursuivre les progrès de la Chine dans l'espace, alors que le pays se rapproche du lancement du premier module de sa station spatiale (South China Morning Post, 23/2)

- La Chine est le plus grand pollueur du monde. Les rivières qui entourent certaines des plus grandes villes du pays sont devenues impropres à l'usage humain. Les zones urbaines produisent des montagnes de déchets. Et, ce qui est le plus important pour le reste du monde, les émissions de carbone de la Chine ont été multipliées par quatre en trois décennies (World Bank News, 24/2)
- Après un an et demi de construction frénétique et des centaines de milliards de yuans de dépenses, la Chine est devenue le leader mondial incontesté des infrastructures 5G, avec 70 % des stations de base du monde, selon les dernières données du gouvernement (Caixin, 24/2)
- A l'occasion du MWC Shanghai 2021, Huawei a officiellement lancé sa solution innovante RuralStar Pro à Guizhou, en Chine. Cette solution promet de réduire considérablement les coûts de déploiement liés à la fourniture de services vocaux et mobiles à large bande pour les zones isolées (Agence Ecofin, 24/2)
- Le plus grand réseau ferroviaire à grande vitesse du monde pourrait presque doubler de taille au cours des 15 prochaines années dans le cadre du nouveau plan ambitieux de la Chine visant à développer les transports publics - ce qui indique que le gouvernement continuera à se lancer dans de grands projets d'infrastructure alors qu'il poursuit son objectif de doubler la taille de l'économie d'ici 2035 (South China Morning Post, 26/2)
- Xiaomi s'est hissée à la troisième place en termes de livraison de smartphones en Amérique latine au quatrième trimestre 2020, en capitalisant sur le déclin de son homologue chinois Huawei, qui a chuté parmi les cinq premiers en grande partie en raison des sanctions américaines déclenchant une pénurie d'approvisionnement (Caixin, 5/3)
- La Chine a construit plus de nouvelles capacités éoliennes en 2020 que le monde entier réuni l'année précédente, ce qui a conduit à un record annuel d'installations d'éoliennes malgré la pandémie de Covid-19 (The Guardian, 10/3)
- Moscou et Pékin ont poussé plus loin leur coopération en matière d'exploration lunaire en signant un accord pour la construction d'une station de recherche internationale sur la lune (South China Morning Post, 10/3)
- Le satellite de vérification technologique Shiyang-9 a été envoyé en orbite géosynchrone. La Chine prévoit de construire la station spatiale Tiangong grâce à 11 lancements effectués cette année et l'année prochaine (South China Morning Post, 12/3)
- En 2019, la société technologique américaine a déclaré que son processeur Sycamore avait effectué en trois minutes et 20 secondes une tâche qui aurait pris 10 000 ans à un superordinateur classique. Des chercheurs de Pékin affirment avoir adopté une approche différente qui a permis à 60 processeurs graphiques de réaliser cette tâche "en cinq jours environ" (South China Morning Post, 16/3)

Fusions, diversifications, nouveaux secteurs, réorganisations

- Les ingénieurs chinois ont reçu l'ordre de modifier le moteur WS-25 jusqu'à ce qu'il corresponde à celui du F-22 Raptor américain, selon un initié (South China Morning Post, 8/1)
- La Chine envisage de limiter l'exportation de minéraux de terres rares qui sont essentiels pour la fabrication des avions de chasse F-35 américains et d'autres armes sophistiquées (Financial Times, 18/2)
- L'Inde va donner des millions de doses du vaccin COVID-19 aux pays d'Asie du Sud dans les prochaines semaines, ont déclaré jeudi des sources gouvernementales, s'attirant les louanges de ses voisins et repoussant la présence dominante de la Chine dans la région (Reuters, 21/1)
- L'année dernière, le financement chinois de l'énergie à l'étranger s'est effondré à son plus bas niveau depuis 2008, ses ambitions en matière de Belt and Road dans le secteur reposant davantage sur des projets dans les pays africains (Financial Times, 25/2)
- La société chinoise Xiaomi Corp. fait appel à d'autres fabricants sous contrat pour la fabrication de ses téléphones en Inde, ajoutant du poids dans un pays où elle est déjà l'une des plus grandes marques de smartphones (Reuters, 25/2)

Accords, contrats et marchés significatifs

- Le constructeur de véhicules électriques NIO a publié samedi ce que l'entreprise a appelé "son premier modèle de conduite autonome" qui pourrait changer la donne dans sa concurrence contre Tesla et les constructeurs allemands sur le marché chinois des voitures haut de gamme (Technode, 12/1)
- La Chine continue son offensive sur le marché des produits agricoles. Déjà premier importateur mondial de produits agroalimentaires, le pays tente de peser sur les cours mondiaux de certaines denrées stratégiques. La dernière cible en date des autorités de l'empire du Milieu est l'arachide (Agence Ecofin, 19/1)
- La société chinoise Cosco Shipping Ports Limited (CSPL) et le Fonds d'investissement public d'Arabie saoudite (PIF) ont conclu des accords séparés pour acheter chacun une participation de 20 % dans le Red Sea Gateway Terminal (RSGT) pour un total de 280 millions de dollars (Seatrade Maritime News, 15/2)
- Au cours de 2020, le plus gros contrat d'infrastructure a été le chantier hydroélectrique de Power Construction au Pakistan (1,93md USD), devant la centrale thermique de China Energy Engineering au Vietnam (1,4md USD) (Infrastructures BRI, 8/3)

Financements publics et privés, aides financières, environnement monétaire

- Le Consul général chinois à Karachi, Li Bijian, a déclaré que Pékin continuera à fournir des équipements, des installations de formation et d'autres aides pour accroître la capacité des forces de police à Gwadar (Dawn, 28/1)
- Une autre entreprise de terres rares pourrait bientôt entrer en bourse aux États-Unis, offrant de nouvelles possibilités d'investissement privé dans l'industrie nationale des métaux critiques - un secteur que Washington a signalé comme étant très intéressé à revitaliser (Quartz, 5/2)
- La Chine a transféré un milliard de dollars au Venezuela, lié à des ventes astronomiques de minerai de fer, alors que la dette augmentait et que des projets ambitieux ne se concrétisaient jamais (Dialogo Chino, 14/2)

Investissements, acquisitions, désinvestissements, retraits, échecs, obstacles

- Les investissements dans les énergies renouvelables (solaire, éolienne, hydraulique) constituent la majorité des investissements chinois à l'étranger dans le domaine de l'énergie - leur part est passée de 38 % en 2019 à 57% en 2020 - dans un contexte de diminution totale des investissements de l'IRB de 54% (International Institute of Green Finance, CUFE, 1/1)
- Le 31 janvier, les services de sécurité ukrainiens (SBU) ont fait irruption dans le conseil d'administration de Motor Sich, dans le cadre d'une enquête à l'encontre de plusieurs actionnaires (Brèves hebdomadaires du SER de Pékin, 8/2)
- L'acquisition par China Merchants Ports de terminaux maritimes par le biais de sa coentreprise avec la compagnie maritime française CMA CGM a été suspendue par les autorités du Vietnam et de l'Inde. Il a été avancé que la raison de ce retard était le ralentissement de la bureaucratie locale dans le contexte de la pandémie de Covid-19, mais le mouvement intervient dans un contexte de tensions politiques croissantes entre la Chine et les deux pays (ODI Report, 9/2)
- Le gouvernement chinois déploie des quantités massives de capitaux dans le but de "rattraper et dépasser" les États-Unis en matière de technologie avancée. Dans le cadre de cet effort, le gouvernement chinois a investi financièrement et politiquement dans des fonds d'orientation gouvernementaux, des fonds d'investissement public-privé qui visent à la fois à produire des rendements financiers et à favoriser les objectifs de la politique industrielle du gouvernement (Sinocism, 11/3)

Projets en cours

- Le géant chinois de la recherche sur Internet Baidu Inc. a annoncé lundi son projet de créer une entreprise pour produire des véhicules électriques intelligents. Le constructeur automobile Zhejiang Geely Holding Group servira de partenaire stratégique à la nouvelle entreprise (China Daily, 11/1)
- La Chine a dévoilé le train Fuxing CR400AF-G pour opérer dans les climats subarctiques. Développé par le China State Railway Group, le dernier né de sa flotte peut atteindre une vitesse de 350 km/h à des températures aussi basses que -40 degrés Celsius (Business Traveller, 12/1)
- La construction d'un nouveau terminal ultramoderne a commencé près de la frontière entre la Hongrie et l'Ukraine. L'année prochaine, à la même époque, les premiers trains passeront par l'installation de Fényeslitke (Hongrie). Les opérateurs de la porte Est-Ouest (EWG), comme on appelle le terminal, prévoient de jouer un rôle clé dans la livraison des marchandises entre l'Asie et l'Europe (RailFreight.com, 12/1)
- La Chine est sur le point de poser la dernière étape d'un câble transfrontalier en fibre optique au Pakistan, qui sera relié à un câble en mer d'Arabie (Nikkei Asia, 29/1)
- Quatre opérateurs de télécommunications européens, Deutsche Telekom, Telefonica, Vodafone et Orange ont publié un protocole d'entente dans lequel ils s'engagent à prioriser le développement de l'«Open RAN» pour les réseaux 5G. Cette technologie dite « ouverte » (Open Radio Access Network) vise à ouvrir des parties du réseau des télécommunications, ce qui donnerait aux opérateurs plus de possibilités dans le choix des équipements (Orange, 31/1)
- Les chemins de fer ont été l'une des manifestations les plus visibles de l'art de gouverner de l'économie chinoise en Afrique, où le financement du développement chinois a aidé des entreprises d'État à remporter des contrats de construction à l'étranger. Les projets ferroviaires revêtent une importance particulière en tant que secteur stratégique national et moyen d'exporter la capacité de la Chine et la technologie à l'étranger. Mais le fonctionnement et la longévité de ces infrastructures dépendent de la manière dont ils sont intégrés dans l'économie locale et de la durabilité à long terme dépend du renforcement des capacités locales (China/Africa Research Initiative, 2/2)
- Une nouvelle start-up d'ingénierie et de design appelée Silk EV, basée dans la vénérable Motor Valley italienne, est plus qu'une simple tentative de fabrication d'une hypercar électrique. C'est aussi la dernière flèche du carquois pour l'énorme projet chinois "Belt and Road", bien que ce soit le premier qui concerne les voitures électriques (The Verge, 2/2)

- Dans la province du Yunnan, au sud-ouest de la Chine, la construction d'une méga-connexion ferroviaire avec le Laos voisin, le seul pays enclavé d'Asie du Sud-Est et l'un des moins développés, fait l'objet d'un grand battage médiatique (South China Morning Post, 27/2)
- Les opérateurs télécoms China Mobile et China Broadcasting Network prévoient d'achever la construction de 400 000 stations de base de cinquième génération de 700 mégahertz d'ici la fin de l'année (Yicai Global, 10/3)
- La start-up de camions autonomes Inceptio Technology a lancé mercredi son dernier système de pilotage automatique, visant à atteindre une production de masse des véhicules qui en sont équipés d'ici la fin de l'année (Caixin, 11/3)

-
- BRI (Belt and Road Initiative)
 - CNY (Yuan ou Renminbi)
 - GBA (Greater Bay Area)
 - IDE (Investissements Directs Etrangers)
 - PBOC (People's Bank of China)
 - RMB (Renminbi ou Yuan)
 - SOE (State-Owned Enterprises)

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

suivies par le Comité France-Chine

Brèves politico-économiques

- De nouveaux exercices navals de la France en mer de Chine du Sud provoquent l'agacement des autorités chinoises, après l'incursion du sous-marin d'attaque nucléaire EMERAUDE et son bâtiment de soutien logistique le 8 février 2021. Le 18 février, ce sont le porte-hélicoptères amphibie TONNERRE et la frégate légère furtive SURCOUF qui quittent le port de Toulon pour une mission de 3 mois en Indopacifique. Un exercice combiné avec des bâtiments américains et japonais est prévu. Cette mission s'ancre dans le renforcement du partenariat avec quatre pays en particulier : les Etats-Unis, l'Australie, le Japon et l'Inde. (Asialyst, 24/2)
- Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves LE DRIAN tient des remarques à l'encontre du « système de répression institutionnalisé » mis en place par la Chine vis-à-vis de la population musulmane ouïgoure dans le Xinjiang devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU le 24 février 2021. Lors de son intervention, il précise : « De la région chinoise du Xinjiang nous parviennent des témoignages et des documents concordants, qui font état de pratiques injustifiables à l'encontre des Ouïgours, et d'un système de surveillance et de répression institutionnalisé à grande échelle ». (Le Monde, 24/2)

Implantations et investissements croisés

- ALWAYS, constructeur automobile chinois, s'installe en France sans ouvrir de point de vente. Le groupe confie la distribution et l'entretien de ses voitures électriques à des spécialistes locaux, en s'appuyant sur le réseau de vendeurs et de réparateurs existants. Afin de faire des économies, ALWAYS compte assurer la distribution de ses véhicules grâce à CAR EAST FRANCE (CEF) du groupe MANOR AUTOMOTIVE. Ce dernier assurait déjà la distribution des voitures MG de SAIC MOTOR, autre constructeur chinois. (Challenges, 22/1)
- Le groupe chinois ENVISION, spécialisé dans la production de turbines éoliennes, développe désormais une activité dans le secteur des batteries électriques pour voitures qu'il a rachetée au Japonais NISSAN en 2018. ENVISION pourrait signer un contrat d'ici six mois pour l'installation d'une usine de batteries électriques sur le port de Dunkerque. Le port français est cependant encore en concurrence avec deux autres sites européens pour l'implantation de cette usine, qui permettrait la création de près de 1 000 emplois directs pour une ouverture à la fin 2023. ENVISION, qui explique depuis des mois qu'il souhaite s'implanter en France, est aussi en discussions avec le groupe automobile français RENAULT pour devenir partenaire pour la production de ses prochaines voitures électriques. (France Bleu, 25/1)
- HUAWEI construira bien une usine en France (Grand Est). Le géant chinois des télécoms investit 200 millions d'euros pour créer le premier site de cette catégorie hors de Chine. L'usine de 40 000 m² permettra l'embauche de près de 500 personnes de tous profils. Après l'obtention des autorisations nécessaires, HUAWEI devrait faire démarrer le chantier en 2022 pour une entrée en production en 2023, ce qui coïncidera avec le déploiement massif de la 5G dans l'UE par les opérateurs européens. L'usine produira des stations de base et des équipements dédiés aux réseaux mobiles des opérateurs télécoms. Cette implantation en Alsace (Haguenau) permettra à la France de bénéficier de savoir-faire technologiques venus de Chine. La consolidation de l'ancrage de HUAWEI, qui dispose déjà de 23 centres de R&D en Europe, peut se lire comme une tentative d'apaisement des tensions liées au déploiement de la 5G. (Le Figaro, 26/1)
- L'usine chinoise de cosmétiques DOWELL & YIDAI implantée à Blyes, dans le parc industriel de la Plaine de l'Ain, et inaugurée en septembre 2019, ne compte plus qu'une douzaine d'employés sur le site en janvier 2021. La société ne bénéficie pas des aides françaises en période de crise sanitaire, et maintient son activité en concluant des contrats de sous-traitance pour des entreprises européennes, ou en produisant du gel hydroalcoolique. L'usine de 3 300 m² est sortie de terre avec un investissement de 6 millions d'euros. Son activité aurait dû être en expansion, et 80 salariés étaient censés y produire des cosmétiques étiquetés « made in France » à destination du marché chinois. A cause des prix du transport qui ont triplé avec la crise, les échanges commerciaux ont été réduits pour la société chinoise. (France TV info, 1/2)
- DIDI CHUXING TECHNOLOGY, application de covoiturage chinoise, meilleure start-up valorisée d'Asie en 2017, prévoit une implantation prochaine en Europe de l'Ouest où elle embaucherait déjà une main d'œuvre locale. La société se développe et souhaite proposer à l'avenir des offres de livraison de repas à domicile et de courses. Déjà présente dans 13 pays, notamment en Amérique latine, la recherche de nouveaux marchés répond à une exigence de croissance, avant son introduction en bourse prochaine. DIDI CHUXING envisage notamment de proposer ses services de covoiturage en France, en Allemagne et au Royaume-Uni pour le début de l'année 2021. La société chinoise, parmi les principaux concurrents de l'Américain UBER, devra cependant s'adapter à un droit du travail européen et des législations qui encadrent davantage les plateformes de VTC (statut des salariés, protection des données, taxes). (Le Figaro, 24/02/2021 - Tech in Asia, 25/2)

- Le groupe chinois HISENSE spécialisé dans l'électroménager et les systèmes embarqués pour automobiles rachète le groupe japonais SANDEN, implanté en France avec l'usine de Tinténiac, près de Rennes. Il s'agit de la plus grande implantation de SANDEN hors du Japon, avec 1 050 employés. L'usine française est dédiée à la production de compresseurs, à destination de grands groupes automobiles (MERCEDES, BMW, AUDI), et de pompes à chaleur. Le Chinois HISENSE prend 75% du capital de la société japonaise avec un investissement de 175 millions d'euros. (Le Télégramme, 3/3)

Autres initiatives de coopération

- L'agence de Christian et d'Elizabeth de PORTZAMPARC, architectes français, a réalisé un centre culturel et de congrès à Suzhou qui devrait pouvoir accueillir un opéra de 1 600 places, une salle de 600 places, un centre d'exposition, un centre de conférences, des cafés-restaurants, des salles de cinéma, deux musées et des surfaces commerciales. L'agence française est, entre autres, le concepteur de la Cité de la musique ou du stade Arena de La Défense à Paris. Le projet a débuté en 2013 et a été inauguré en décembre 2020. (Usine nouvelle, 12/2)
- La coopération franco-chinoise dans le domaine de l'environnement s'intensifie. L'écocité de Caidian, située à Wuhan dans la province du Hubei, cumule en janvier 2021 près de 38 milliards de yuans (soit 4,86 milliards d'euros) d'investissements dans les infrastructures. Il s'agit d'un projet phare de la coopération entre la France et la Chine en matière de développement durable, ayant débuté en 2014 grâce à la signature d'une lettre d'information inter-gouvernementale. Entre 2021 et 2025, les constructions urbaines couvriront une surface de 12,5 km², 60 000 emplois seront générés et 120 000 habitants sont attendus. (Le Figaro, 5/3)

Comité éditorial :

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong

Olivier Le Baube, CCE France

Le contenu des articles de cette lettre ainsi que les informations et les opinions qui y sont exprimées sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du comité éditorial ni celle du Comité national des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ou de ses membres.

Ni le Comité National ni ses membres ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation faite du contenu de ces articles.